

Rouge

PCF

Le vide
stratégique

P 5-6

M 1578 N° 1119 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

29 juin au 5 juillet 1984



**Après le 17
et le 24 juin**

La droite renforce sa pression

**De nouveau
la gauche s'engage à capituler**



Bernard Lambert est mort

Bernard Lambert, né en Loire-Atlantique en 1931 où il exploitait une ferme d'élevage de poulets, est mort accidentellement à cinquante-deux ans.

Ce militant paysan disparaît au moment où son combat incessant devient une réalité et s'inscrit dans les luttes difficiles que mène le mouvement ouvrier contre la crise capitaliste, contre les solutions réformistes, contre le retour d'une droite réactionnaire prête à frapper l'ensemble des travailleurs.

Bernard Lambert a œuvré toute sa vie pour la constitution d'un courant syndical de classe et de masse dans la paysannerie, il nous quitte au moment où se réalise à travers la Confédération nationale des travailleurs paysans cette nécessaire jonction avec le combat de la classe ouvrière.

Précurseur, il a su impulser et expérimenter avec ses qualités de lutteur infatigable, les idéaux et l'espoir d'une issue révolu-

tionnaire des années soixante dans son milieu social : les paysans intégrés. Il a sans cesse expliqué à ses camarades, à travers son expérience, que les firmes agro-alimentaires exploitaient au même titre le producteur et l'ouvrier.

Sa vie politique dépasse le cadre d'un animateur syndicaliste, elle fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier à plus d'un titre.

D'innombrables amis et camarades pleurent aujourd'hui sa disparition, auprès de sa femme, de ses enfants.

Tous ceux qui l'ont connu et estimé pour sa force, son courage, son dévouement ; ceux qui étaient avec lui dans le combat anti-impérialiste et dans la lutte antibureaucratique des pays de l'Est garderont comme moi, le souvenir d'un militant exemplaire.

Bien qu'appartenant à des courants différents, la dimension de la pensée de Bernard Lambert sur le

rôle des paysans dans la construction d'une société socialiste restera notre acquis commun. Dans les affrontements à venir, nous saurons continuer les débats et les luttes avec le même esprit d'unité, de fraternité qu'il a toujours pratiqué.

Pour nos lecteurs, je veux rappeler ici ce que fut sa vie militante et il faut excuser mon émotion si je n'arrive pas à traduire correctement tous les souvenirs qui se bousculent dans ma tête.

En 1954, à vingt-trois ans, jeune paysan, il est élu responsable national des Jeunesses agricoles chrétiennes, déjà porté par un courant rural de gauche qui se développe dans ces régions de l'Ouest. Ce courant se retrouve, au plan politique, au MRP (Mouvement républicain populaire, démocrate-chrétien). Il est élu, en 1958, député de cette formation.

Son intervention au Parlement pour réclamer

l'indépendance de l'Algérie suscite un scandale sans précédent et une rupture dans la classe politique de l'époque qui va bien au-delà des milieux chrétiens radicalisés. Il est battu aux élections de 1962 et il adhère au PSU afin de continuer à faire la jonction avec tous les militants qui rompirent avec la SFIO et le PCF sur cette question des guerres coloniales, et ceux qui pensaient, comme les marxistes révolutionnaires, jeter les bases d'un futur parti révolutionnaire.

Jusqu'en 1972, il est resté au PSU où il était dirigeant de la commission nationale agricole et il appartenait au courant de la Gauche ouvrière et paysanne tandis que j'étais à ses côtés, à la commission nationale agricole pour le courant trotskyste.

Son livre, *Paysans dans la lune de classe*, a été une de ses plus belles œuvres, il restera un outil irremplaçable.

Maguy Guillien

N'oubliez pas !

« Un seul être vous manque et tout est dépeuplé », écrit Lamartine. Mais que direz-vous si, durant l'été, un seul numéro de Rouge ou de Critique communiste vient à vous manquer ?

Camarades, souscrivez un abonnement trimestriel d'été auprès des militant(e)s de la LCR.

Après les résultats des élections européennes, et la manifestation du 24 juin, c'est la meilleure garantie contre le mal de mer ou le vertige montagnard !

Critique Communiste

Numéros à paraître début juillet

- Le numéro 31 de « Critique communiste » (juillet)
 - La situation en France après le 17 juin ;
 - L'extrême droite en France ;
 - Un dossier sur la grève pour les 35 heures en RFA ;
 - Un entretien-débat avec Benjamin Coriat.

- Un numéro spécial d'été consacré à « 1984 » de G. Orwell

- « Contre-utopie, utopie et marxisme », Michel Lequenne ;
- « Un crépuscule très orwellien », d'Alain Brossat. Les situations orwelliennes dans la vie quotidienne des pays capitalistes avancés.
- « L'avenir radieux de la technique », de Maxime Durand. Prospective, nouvelles technologies, capitalisme, besoins et contraintes, etc.
- « 1984 et la Hongrie » de György Dalos. Etude des articles parus dans la presse hongroise à propos de « 1984 » ;
- « Le mysticisme de la cruauté », un article d'Isaac Deutscher. 1954 sur « 1984 » ;
- « Utopies, rejet de l'utopie, et projet révolutionnaire ». Entretien avec Daniel Bensaid.

Rouge

Le numéro spécial de Critique communiste sera compris dans l'abonnement d'été. Cette décision vise à ce que l'interruption de la sortie de Rouge durant quatre semaines cet été ne se fasse pas au détriment financier des abonnés. Rouge ne sortira pas le 27 juillet, et reparaitra le 23 août.

ALTERNATIVE SYNDICALE

Le numéro 3 est paru

A l'heure de la lutte pour les trente-cinq heures en RFA, la revue *Alternative syndicale*, réalisée par des militants de la CFDT, consacre son dossier à l'Europe : deux interviews, une d'un permanent de l'IG-Metall de Francfort, une autre d'un responsable de l'Institut de recherche économique et sociale de la CGIL (Italie) ; un article faisant le point sur « Les restructurations industrielles en France, en Italie, en Allemagne », un sur « Les stratégies patronales en Europe » et un autre sur « L'ONI, Taylor et les migrants ».

Un autre ensemble d'articles amorce une réponse au texte d'orientation présenté par Edmond Maire lors du dernier CNC : « Le syndicalisme à la croisée des chemins ? », « Des

rideaux de fumée bien modernes », une rubrique « Bonnes Feuilles », faisant la critique de quelques publications de la direction confédérale. Et un extrait du livre d'Alain Lipietz « *L'Audace ou l'enlèvement* » sur la question du « suicide syndical de la CFDT ».

Un article démontre, à partir d'un exemple précis, comment la direction confédérale sacrifie le droit des femmes à l'emploi. Et un autre s'efforce de tirer un bilan de la situation à Talbot après les élections.

Au total, un numéro à ne pas oublier de se procurer avant les départs en congés. L'éditorial, signé collectivement par le comité de rédaction, dégage bien l'un des enjeux centraux aujourd'hui : « trente-cinq heures, une revendication légitime. » En effet, souligne-t-il, « si nous n'y prenons pas garde, la diversité des situations va encore augmenter entraînant inévitablement un accroissement des divisions entre travailleuses et travailleurs ». Il conclut avec raison en mon-

trant comment « au-delà des divergences entre organisations, au sein même de la CFDT, sur la compensation salariale, émerge un dénominateur commun : en France et en Europe, la nécessité de mobiliser, de mobiliser tout de suite, de mobiliser tout le monde pour les trente-cinq heures ».

CARTE UNIQUE

Les oubliés se mobilisent

Le projet de loi sur la carte de dix ans voté à l'Assemblée le 25 mai dernier ne s'applique même pas à tous les immigrés dits « en situation régulière ». C'est ainsi que les titulaires d'une carte de séjour et d'une carte de travail de un an, et qui sont au chômage ou « dont la présence constitue une menace pour l'ordre public » n'obtien-

dront pas le renouvellement de leurs cartes et seront expulsés. Le projet ne prend pas non plus en compte ceux qui, en situation régulière dans les DOM, sont considérés comme des sans-papiers en métropole (pourant, la Guyane c'est la France, c'est bien connu), ainsi que les femmes et les enfants venus dans le cadre du regroupement familial et qui ont perdu le lien avec le « chef de famille » (divorce, décès, retour...). C'est pour faire amender le projet avant l'adoption définitive de la loi qu'un rassemblement a eu lieu le 21 juin devant le secrétariat d'Etat à l'Immigration, à l'appel de travailleurs immigrés, soutenus par plusieurs organisations*. Une délégation a été reçue. Réponse : non sur tous les points ! Il faut donc poursuivre la lutte : la tâche du collectif national pour la carte unique n'est pas terminée.

* Accueil et promotion, Cedetim, Collectif femmes immigrées, CFDT-Hacuitex, FASTI, PSU, PCML, LCR...

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Robert March
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Le 24 juin renforce le 17

Le 24 juin, la droite a transformé l'essai des élections européennes. Elle s'engage à présent dans une tactique d'usure de la majorité. De leur côté, les partis gouvernementaux trouvent dans chaque succès de la réaction de nouveaux prétextes pour leurs capitulations. Il faut réagir sans tarder à cette logique de l'échec.

En faisant descendre dans la rue presque un million de personnes pour l'école privée, la droite vient incontestablement de transformer l'essai des élections européennes. Après avoir montré dans les urnes que la gauche avait dilapidé son capital électoral, elle vient de démontrer également une impressionnante capacité de mobilisation. Trois ans d'hésitations, de concessions à la réaction cléricale n'ont fait que souder les tenants de l'école du fric et des privilèges et renforcer leur détermination. Et ils leur ont permis de polariser certains secteurs populaires, comme en témoigne la composition sociale diversifiée du défilé du 24 juin.

La manifestation qui a déferlé sur Paris toute une journée durant est une leçon de choses. Car elle préfigure la tactique de la réaction au cours des prochains mois.

Les organisateurs ont déployé des moyens gigantesques (en service d'ordre, sonorisation des parcours, tronçonnage des cortèges...) afin de contrôler la dynamique politique de cette démonstration de force et d'empêcher les débordements. Ils savaient qu'un dérapage d'ampleur risquait de faire éclater toutes les contradictions de leur propre camp et surtout de provoquer une réaction de masse de la classe ouvrière. Ils ont préféré faire de la journée du 24 la démonstration — très politique, en dépit de leurs professions de foi — que les partis au pouvoir étaient minoritaires. En sachant qu'ils jouaient sur du velours, puisque le CNAL comme les organisations ouvrières s'étaient refusés à organiser la riposte nationale qui seule aurait pu montrer que le rapport des forces dans le pays n'est pas exactement celui que la droite appelle de ses vœux.

Dans le droit fil de cette attitude et n'ayant pas, pour le moment, les moyens d'une offensive de déstabilisation « extraparlémentaire », la droite va intensifier sa pression sur le gouvernement. Son objectif ? Obtenir le maximum de concessions, user les partis majoritaires à l'Assemblée afin de les discréditer toujours davantage aux yeux de leur base sociale.

La leçon de choses du 24 juin

Le 25 juin, le conseil politique du RPR a fort bien décrit cette ligne d'action : « Au lendemain de ces élections et de cette manifestation, le conseil politique du RPR considère que rien ne peut plus être comme avant. Le gouvernement a certes le pouvoir légal de gérer les affaires courantes, mais il n'est plus qualifié pour imposer des projets qui portent atteinte aux bases essentielles de notre société démocratique. Le conseil politique considère que toute initiative nouvelle dans ce domaine devrait recueillir l'approbation de l'opposition désormais majoritaire dans le pays, soit être précédée du recours au suffrage universel par le référendum ou la dissolution de l'Assemblée nationale. » En un mot, il s'agit désormais d'exercer un chantage permanent et, profitant de la veulerie du PS et du PC, de mettre le gouvernement en tutelle.

Tous les terrains vont servir à la mise en œuvre de cette orientation : la politique économique, la question scolaire (voir page 4), les problèmes institutionnels. Ces derniers se profilent d'ailleurs comme l'un des terrains d'affrontement majeurs de la prochaine période. La droite craint en effet

que l'introduction d'un zeste de proportionnelle ne l'empêche de profiter pleinement des effets du mode de scrutin antidémocratique en vigueur. A l'encontre de l'Elysée, elle brandit donc la menace d'une alliance avec Le Pen. Olivier Chevillon résume parfaitement son argumentation, dans le *Point* du 25 juin. La proportionnelle, écrit-il, « pourrait avoir deux conséquences dans l'hypothèse — plausible — d'une victoire un peu courte de l'opposition aux élections législatives de 1986 : ou bien l'absence de majorité stable et la paralysie de l'Etat, ou bien l'obligation, pour la droite "classique", de gouverner avec Le Pen. François Mitterrand est le garant de nos institutions. Il n'a pas le droit de leur faire courir ce risque ».

La logique de l'échec...

Cette tactique est confortée par la réponse du camp adverse. Toutes les composantes de l'orchestre majoritaire jouent à l'unisson le grand air de la capitulation. « Chaque camp doit faire des efforts », explique le porte-parole du gouvernement, tandis que Marcel Debarge, secrétaire national du PS, appelle à « envisager d'un point de vue idéologique, d'un point de vue pratique, l'élargissement de la majorité ». Même la prétendue aile gauche du PS se joint au concert. Jean-Pierre Chevènement explique ainsi : « Il faut parler au pays le langage du rassemblement en sachant à l'avance que le rassemblement est un itinéraire qui va de la gauche vers la droite. »

Cette voie mène à l'impasse et à la catastrophe. Rechercher les voies d'un « consensus national », tenter d'élargir la majorité sur sa droite — quels que soient les termes dont on couvre pudiquement cette politique — ne peut qu'encourager les menées de la réaction qui n'y verra (à juste titre) qu'une preuve de faiblesse. Elle ne désamorçera même pas les tentations de l'opposition parlementaire de s'allier au Front national si elle le juge utile à sa stratégie de « reconquête ». Comme l'indique Jean-François Poncet, l'ancien ministre de Giscard : « Les alliances électorales se décident au dernier moment. » Mais surtout, ces tentatives ne peuvent que répandre un peu plus le poison de la division et de la désorientation dans la classe ouvrière qui les paiera de nouvelles

attaques contre ses conditions de vie et de travail.

... ou celle de la contre-offensive

Répondre aux problèmes de la situation actuelle suppose une tout autre politique de la part des organisations ouvrières. Seule la mobilisation de masse peut mettre en échec l'offensive de la droite et de l'extrême droite. Mais comment y parvenir sans mettre en œuvre une ligne qui unisse les travailleurs, qui réponde à leurs véritables aspirations ? Oui, une telle politique est possible ; oui, il est possible de défendre le pouvoir d'achat et l'emploi, de conquérir de nouveaux droits pour les travailleurs. Pour peu, évidemment, que l'on consente à s'en prendre aux profits patronaux.

Malgré les résultats du 17 juin, le PS et le PC auraient tous les moyens d'aider au renversement de tendance s'ils utilisaient les moyens qu'ils ont obtenus en 1981, pour satisfaire les principales exigences ouvrières. Ils s'en gardent bien. Au contraire, ils cherchent dans chaque revers électoral, dans chaque succès du camp adverse, de nouveaux prétextes à leurs manœuvres conciliatrices. Ils préparent ainsi les conditions d'un échec qui sera non seulement le leur, mais aussi celui de tous les travailleurs.

Ne pas rester prisonnier de cette logique infernale implique d'œuvrer à la construction d'un tout ensemble unitaire de la classe ouvrière contre les plans patronaux, contre l'austérité et les capitulations gouvernementales. A travers chaque lutte, chaque échéance de mobilisation — même partielle ou locale — il s'agit, dès à présent, de permettre aux travailleurs de reprendre confiance en leurs forces, de briser le mur de l'isolement et de l'éparpillement des luttes, d'en finir avec la division.

Dans cette perspective, les responsabilités des militants et des courants qui partagent cette volonté, des organisations d'extrême gauche sont immenses. C'est pourquoi, tout en défendant inlassablement la nécessité d'une autre politique, tout en montrant que le mouvement ouvrier n'est pas irrémédiablement condamné à l'échec, la LCR s'efforcera de favoriser le surgissement d'une alternative de masse, d'une force à gauche du PS et du PC.

Christian Picquet

24 JUIN

Laïcité : l'extrême-onction ?

Avec environ un million de participants, la grande manifestation de l'école privée a été un incontestable succès. La droite se frotte les mains, même si elle s'est quelque peu trouvée mise sur la touche. L'épiscopat, lui, se prépare à arracher les ultimes concessions. Si, pour la laïcité, c'est l'heure de l'extrême-onction, cela signifie que Savary en aura bientôt fini avec son sale travail.

La droite a dû renoncer à faire de la grande manifestation du 24 juin le happening antigouvernemental auquel elle était en droit de rêver.

Car, après tout, ce n'est pas tous les jours qu'elle est en mesure de rassembler près d'un million de manifestants à Paris. Et il est encore moins courant qu'une telle mobilisation coïncide, à quelques jours près, avec une victoire électorale.

Tous les ingrédients pour une vigoureuse offensive contre la majorité et Mitterrand étaient donc réunis. Pourtant, les quelques hurlements sur le thème « Mitterrand, dehors ! » ou « Dissolution ! » sont restés isolés. Et la manifestation, solidement encadrée, n'a pas débordé du cadre fixé par les organisateurs : la défense de l'école confessionnelle !

Alors, beaucoup de bruit pour rien ? Ce serait oublier que, même si l'épiscopat s'est efforcé de contrôler la dynamique politique de la manifestation, une telle démonstration de force ne peut qu'affaiblir la majorité et le gouvernement.

L'Eglise a refusé le coup de bélier antigouvernemental, c'est pour mieux user d'une autre tactique : celle de l'aspersion d'un acide qui désagrège et corrode !

Les ultimes concessions

Face aux dirigeants de l'école privée, qui ont mon-

tré jusqu'où ils sont prêts à aller, Mitterrand a maintenant le marché en main. Ou il recule, et cède sur la question de la titularisation des maîtres du privé, ou il doit se préparer à assumer une bataille continue et éternuante sur le thème de la défense des libertés.

Le Quotidien de Paris explique fort bien : « Si tout le volet qui concerne la titularisation des maîtres se trouvait arraché de l'ensemble du dispositif, la loi serait substantiellement modifiée. »

D'ailleurs, nul ne se gêne pour suggérer à Mitterrand le bon moyen pour reculer sans humiliation extrême : se plier aux décisions du Conseil constitutionnel !

Ce dernier, en effet, va très certainement casser les articles qui, entre autres, concernent l'intégration des maîtres à la fonction publique. Si le pouvoir accepte le verdict, la loi sera purifiée de toute tache laïque !

L'heure de la résistance

Les tenants de l'école privée se sont indûment saisis du thème de la « résistance ». En fait, ce sont les laïques qui, aujourd'hui, doivent organiser la résistance face à l'offensive réactionnaire dont l'école publique et les libertés sont l'objet.

A l'heure où l'archevêque de Paris se permet d'expliquer dans les colonnes du *Monde* qu'il est absurde de



prétendre que la formation religieuse obligatoire est une atteinte à la liberté des enfants, où la loi Savary organise la défaite de la laïcité, où Le Pen et July s'accordent pour réclamer le démantèlement du ministère de l'Education, on peut dire qu'il y a péril en la demeure !

Rien ne serait plus catastrophique que de s'abandonner au sentiment de l'échec. Il est, au contraire, urgent de faire collectivement les bilans et de proposer des perspectives de mobilisation. S'arracher au carcan de la loi Savary : telle est la condition pour faire face aux attaques à venir. Car c'est la recherche du compromis qui, inéluctablement, a conduit au gâchis

actuel qui voit le privé triompher sur tous les plans.

Le Quotidien de Paris, toujours lui, après avoir invité Mitterrand à donner une nouvelle direction à son gouvernement, conclut : « Resterait pour le camp laïque à prendre rageusement son parti de ce qui ressemblerait à une capitulation ou à entrer carrément dans la voie de la révolte. »

Pas si mal analysé ! A condition de préciser que ce que *Le Quotidien de Paris* appelle « révolte » ce serait simplement le rejet de la loi Savary et l'engagement d'une mobilisation de masse pour l'école publique et la laïcité.

Francis Sitel

Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, est un des plus farouches défenseurs de la liberté scolaire. La Fédération des conseils de parents d'élèves de Haute-Loire lui a envoyé une lettre ouverte qui jette certaines lueurs sur le personnage.

Lettre ouverte à monsieur Barrot

Monsieur Barrot,

Vous êtes l'un des leaders des mouvements de masse réclamant la « liberté » d'enseignement. Vous-même êtes grand chantre et apologue de cette liberté.

Monsieur Barrot, ne parlez pas de liberté : dans l'arrondissement d'Yssingaux (Haute-Loire), où vous êtes député, cette liberté n'existe pas, par vo-

tre faute. On dénombre dans cet arrondissement : 6 lycées privés et 0 lycée public.

Ce fait unique en France, anachronique, est une injure à la liberté que vous prétendez défendre.

Monsieur Barrot, faites savoir publiquement pourquoi vous n'avez jamais rien fait pour qu'un lycée public soit offert au libre choix des familles dans l'arrondissement d'Yssingaux.

Monsieur Barrot, balayez donc devant votre porte avant de donner des leçons de liberté, et faites dès aujourd'hui le nécessaire pour que cette liberté existe aussi pour les Yssingalais.

Fédération des conseils de parents d'élèves de Haute-Loire
Le Puy, 20 juin 1984.

PCF

Le vide stratégique

Le Parti communiste est en crise. Cette crise n'est pas le simple fruit de sa participation au gouvernement. L'ambiguïté de cette présence n'est pas la seule cause de son déclin électoral. Le PCF souffre d'une maladie moins conjoncturelle, chronique et plus grave : une impasse stratégique.

Le PCF est soumis à des forces contradictoires. Resté fidèle au Kremlin, il infléchit sa ligne selon ses propres besoins d'insertion dans la vie politique française. Cette insertion est contradictoire avec ses références au « socialisme réel », qui sert de repoussoir à l'échelle de masse. Le PCF, qui apparaît en être l'héritier et le représentant, paie à tous points de vue le prix de cette fidélité.

Pour ajuster ses textes de

née par un PC dont les liens avec la classe ouvrière se sont considérablement distendus. S'il a pu contrôler sans trop de mal la grève générale de mai-juin 68, un effet-retard l'affecte sitôt après. Son implantation dans la jeunesse, parmi les travailleurs immigrés et les femmes salariées entrées sur le marché du travail ne lui permet pas de s'ancrer de manière solide dans ces couches décisives du prolétariat ; et la gestion de la cri-

lui de Fiszbin, en 1981. Le PCF est donc perçu comme un parti non démocratique.

Plus récemment, les contradictions liées à sa gestion municipale l'ont amené à prendre des positions radicales sur la concentration d'immigrés et la sécurité, thèmes récupérés par d'autres. La fraude électorale qu'il a pratiquée a fourni à la droite une occasion de le priver de municipalités qu'il détenait historiquement, ce qui a accru son déséquilibre.

Parti pour l'unité jusqu'en 1977, il rompt l'Union de la gauche fondée sur le Programme commun pour pratiquer une politique de division. Le vote du 10 mai 1981 le contraint à rallier l'union, alors que le PS l'a considérablement distancé.

La crise est profonde.

bling, qui s'étaient déjà illustrés par leur essai sur le caractère superflu de toute rupture avec le capitalisme, récidivent. Et l'on sait que le produit de leurs travaux passe dans les rangs du parti et de la CGT sans forcément être soumis à un quelconque vote. Ils se répandent dans deux articles des *Cahiers du communisme* de septembre et octobre 1983. Leur article s'appelle « La structure nationale, hégémonie et consensus ».

Leur point de départ ? L'internationalisme prolétarien, « stratégie révolutionnaire visant à dépasser le cadre étroit des nationalités », est une « confusion », liée à la jeunesse du mouvement ouvrier, produit immature d'Octobre 1917. De Gramsci, selon eux, il faut déduire que la nation est le terrain où peut se dérouler une

tion politique au niveau de l'Etat. Non seulement cette stratégie est possible mais elle s'inscrit dans le développement même de la formation sociale française, dans la continuité de son histoire ».

Réforme de fond ? Bien sûr, la parole rejoignant le geste. Car la lutte des classes en France a un enjeu dorénavant : construire un consensus national autour de la classe ouvrière. Comment ? Grâce, justement, à la spécificité française. Partout ailleurs, sauf « chez nous », la bourgeoisie peut arrêter la lutte des classes au nom des intérêts supérieurs de la nation, de son unité. La révolution de 1789 a donné au peuple de France la possibilité de parler au nom de la nation, de ne pas la laisser à la bourgeoisie. De même, pendant l'Occupation et à la Libération en 1945, la classe ouvrière a su s'annexer l'idée de nation, d'unité nationale, grâce à la Résistance.

Damette et Scheibling vont jusqu'à rendre hommage au fusilleur de la Commune : « Il faut reconnaître à M. Thiers le mérite d'avoir su penser en termes de consensus, en proclamant la nécessité de la République, en imposant le compromis hégémonique sous la direction de la bourgeoisie d'affaires ».

Et la naissance du Parti communiste, en 1920, réécrite à l'encre nationale, est celle d'un parti internationaliste, certes, mais aussi « un parti national, capable de proposer des solutions pour le pays tout entier, au-delà de son propre champ d'influence. Il trouvera, grâce à Maurice Thorez, la bonne articulation entre position de classe et position nationale (...) Mais la classe ouvrière n'était pas alors en mesure d'assumer une politique de ce niveau (celle du Front populaire) ».

De la social-démocratie, comment se différencient-ils ? Pour eux, elle pèse dans le sens de la bourgeoisie au moment où le consensus national s'établit en faveur du prolétariat. Exemple l'union nationale de 1914, le Front populaire, l'alliance avec de Gaulle. Ce dernier est d'ailleurs sanctifié comme celui qui a su « symboliser ce nouveau consensus (de la Libération) dès sa naissance ».

Ce concept de consensus est utilisé aussi pour le parti italien. Le PCI est seul à même de réaliser le consensus national, disaient, en octobre 1983, Damette et Scheibling. Ce que la bourgeoisie lui refuse, alors qu'elle gère un Etat déliquescents et corrompu.

Applications pratiques de la « théorie »

Il ne faut pas croire que

le produit de cet article n'est que décoratif. Il pénètre les rangs du parti, de haut en bas, et les rangs des syndicalistes communistes.

Philippe Herzog produisit à la rentrée 1982 un livre qui s'adossait à la même réforme. *L'Economie à bras le corps*, disait le titre. « Gestion, une Bastille à prendre », disait le bandeau rouge ceinturant l'ouvrage. Pour ce membre du bureau politique, responsable économique en chef, le rôle de la classe ouvrière est de « donner corps à des propositions. Non de mobiliser contre les patrons, mais pour des solutions positives. Non de diviser mais de rassembler en motivant et en construisant. C'est d'ailleurs la seule façon d'espérer pouvoir infléchir les choix patronaux dans le secteur privé et les conceptions inspirées de la gestion capitaliste dans le secteur public ».

Cette conception de la gestion est celle sanctifiée par le 41^e Congrès de la CGT, en juin 1982. Et avant lui, par l'Union générale des cadres CGT. De « l'incursion dans le domaine de la gestion », préconisée il y a longtemps par l'UGICT, on est passé à une activité CGT de « contre-plans », de plans de rentabilisation de l'outil productif français, bref d'immersion comme force de proposition syndicale au sein du consensus national établi par le 10 mai... La gestion est devenue une ligne, adoptée par le congrès de la métallurgie CGT, en 1983. Ainsi, il fallait disputer au patronat du privé l'exclusivité de la gestion, en briser le monopole. C'est-à-dire conquérir un strapontin à la même table.

Dans cette logique de concurrencer la bourgeoisie sur le terrain de l'intérêt national, Talbot et l'automobile sont devenus un symbole de cette ligne. En octobre 1983, le PCF réunit ses cellules « automobile ». Claude Poperen enjoint les militants à accepter la mobilité de l'emploi, l'existence d'un secteur privé maintenu à Peugeot-Citroën-Talbot. Il leur dit que revient à l'union patronale de la métallurgie d'organiser le retour des immigrés, l'arrêt de leur entrée dans le pays. Et qu'enfin, au nom de la compétitivité de l'industrie nationale, il faut accepter la robotisation car dans le consensus national ouvert par le 10 mai, on peut utiliser les nouvelles techniques dans le sens de l'emploi et non du chômage. Dès lors, que le PCF et la CGT ne défendent pas les travailleurs contre tous les licenciements Talbot n'est pas une surprise, une bavure, un manque de savoir-faire. Mais c'est une ligne qui consiste à aligner le mouvement ou-



Pierre Juquin, lors de la conférence de presse du PCF le soir du 17 juin.

référence à sa pratique, il a procédé en 1976, lors de son XXII^e Congrès, à un nettoyage de ses dogmes. La dictature du prolétariat, la perspective de la rupture avec le capitalisme, la filiation avec la révolution d'Octobre étaient bannies des documents de congrès. Ce réajustement s'est fait au moment où un parti réformiste, le Parti socialiste, prenait toute la place disponible pour une telle orientation. Dès lors une crise d'identité affecte le PCF, qui se voit doubler électoralement par la social-démocratie.

La révision programmatique entreprise est me-

se qu'il pratique au gouvernement ne contribue pas à lui faire regagner ce terrain. Ses diverses tentatives de rallier la masse des cadres, ingénieurs et techniciens ont été vouées à l'échec.

La concurrence menée par le PS et l'extrême gauche au plan politique, et par la CFDT au plan syndical, n'a plus permis au PCF de prétendre être le seul parti de la classe ouvrière. Pourtant, il a fait le choix permanent de ne pas tolérer la moindre opposition. Successivement, il s'est débarrassé de celles constituées, par exclusion ou élimination graduelle. Le sort de Garaudy en 1968 est le même que ce-

L'option que prendra la direction du PC risque cette fois de ne pas préserver l'unité de l'appareil. Le PC a néanmoins enclenché un mouvement de réforme, qui est passé dans ses rangs.

Les têtes chercheuses de la réforme

En 1976, le XXII^e Congrès a ouvert les vannes de la réforme, de la révision. Le PCF s'est doté de têtes chercheuses qui, sans engager officiellement le parti, savent enrober d'un tour scientifique les changements de ligne nécessaires à la direction. Damette et Schei-

« guerre de positions » par laquelle la classe ouvrière fait l'économie de la « capture de l'Etat bourgeois », par la constitution d'un bloc isolant la bourgeoisie.

Donc, une « stratégie autogestionnaire » revient à « constituer la classe ouvrière en classe dirigeante de la société, non par une prise du pouvoir mais par un travail patient, rassemblement de la classe ouvrière, prise au sens large de ses différentes composantes (...) Cela passe par une formation progressive à la direction des affaires du pays sur des bases nouvelles, en rupture avec la logique du profit capitaliste-travail dans la société d'abord et traduc-

vrier sur l'intérêt supérieur de la nation. Au prix du « sacrifice de la défense de quelques immigrés »...

Plus récemment Anicet Le Pors, dans la revue de l'IREM (Institut de recherches et d'études marxistes), et dans son livre, revient, en mai 1984, sur les propos de Damette et Scheibling. Homme d'Etat, communiste (le tout sans contradictions, selon son livre), Le Pors explique à sa manière le retard des mentalités ouvrières sur l'Etat. « *Toute l'histoire de la III^e Internationale, l'influence qu'y a joué le modèle révolutionnaire soviétique et la place centrale du concept de dictature du prolétariat ont, sans aucun doute, valorisé toutes les attitudes anti-étatiques (...). L'Etat s'est préoccupé néanmoins de bonne heure (...) d'identifier la nation sous l'expression républicaine. Mais la République (...) s'imposa à travers un consensus réalisé après la défaite — sur des bases idéologiques conservatrices — de la Commune de Paris.* » Un consensus obtenu en massacrant quelques dizaines de milliers de communards. Pourquoi pas « un consensus établi par Pinochet après la prise de la Moneda — sur une base conservatrice ! Pour Le Pors, l'Etat est l'instrument même de régulation du consensus, la bourgeoisie voulant l'utiliser pour accroître la rentabilité du capital, la classe ouvrière voulant son intervention pour obtenir et garder les conquêtes sociales.

murs du parti. Le frein de cette évolution réside dans l'organisation plus ou moins homogène d'un courant de l'appareil, fidèle et inconditionnel du Kremlin. Les textes que ce courant fait circuler ont comme logique la lutte contre le recentrage du PCF. La garde stalinienne se donne un profil d'opposition de gauche, et sera sans aucun doute contrainte d'agir plus vigoureusement pour préserver ses prébendes dans l'appareil. Elle poussera à une ligne de division à l'égard du PS. Son existence dans la plupart des PC occidentaux risque d'affecter les rangs du parti français, avec une autre vigueur que les seules apparitions de Jeannette Thorez Vermeersch.

Autre obstacle de taille à l'évolution de la réforme dans le parti : quelle serait l'identité spécifique du PCF face à une social-démocratie qui se réfère, en France, au marxisme et qui est l'expression la plus conséquente du réformisme dans le pays.

Enfin, circulent dans le PCF des textes qui ont incontestablement un fondement lutte de classe, sans être liés au courant pro-soviétique. Ils peuvent émaner de syndicalistes lutte de classe, qui chercheront à l'occasion du débat dans le parti, à exprimer leur volonté de revenir à une position de classe ferme.

Et le débat, si la direction du PCF l'ouvre, sera de toute façon stratégique, il affectera la silhouette du PCF.

Jean Lantier

Des contradictions explosives

Les « Italiens » sont donc depuis longtemps dans les



Georges Marchais votant l'austérité à l'Assemblée nationale.

L'immobilisme sera mortel

Le coup électoral porté au PCF, le 17 juin, est trop fort pour que les militants s'enferment dans un mutisme fait de certitudes absolues. Si le comité central n'opte pas pour un réel débat de fond, alors d'autres 17 juin affecteront plus durement encore le PCF.

Jeudi 28 juin sera publié le rapport de Claude Popereau au comité central des 26 et 27 juin. A en croire ce qui filtre à travers la presse écrite, l'engouement pour un vaste débat salutaire serait largement retombé. Après le 17 juin, pourtant, le bureau politique s'était engagé à un tel brassage d'idées. Juquin s'avancit même jusqu'à effleurer l'idée d'une révision du centralisme existant.

Quelles que soient les décisions du comité central du PCF, le débat existe. Les interrogations affluent.

Beaucoup de militants du PCF ne comprennent pas pourquoi leur parti fait plus les frais que le PS de la gestion gouvernementale de l'austérité. Pour eux, la social-démocratie est la première responsable, et ils ressentent l'injustice du verdict électoral. En fait, au-delà du score électoral, le PCF conserve un avantage énorme par rapport au PS. Il organise et encadre des secteurs

entiers de la classe ouvrière. Le revers de la médaille, c'est que gérer l'austérité est indéfendable devant cette base ouvrière. Elle le fait payer chèrement au PCF, qui a directement des comptes à rendre aux travailleurs.

Les militants du PCF montrent une lassitude évidente à l'égard des pays du « socialisme réel ». Pour eux, le prix du manque de démocratie est présenté au PCF sous forme d'une addition électorale qu'ils trouvent exorbitante.

Le discours du PCF sur les libertés a été lourdement hypothéqué par son soutien à Jaruzelski, quand toute la classe ouvrière polonaise était avec Solidarnosc. Plus profondément, la référence au socialisme du Kremlin ou de Varsovie est un héritage impossible à manier, trop lourd pour les membres du PCF tenus par la ligne de justifier l'indéfendable.

Les militants du PCF sont parfaitement conscients des

limites de l'option prise par leur secrétaire général. Celle d'utiliser à outrance les médias pour faire passer le message. Certains n'hésitent pas à dire que les médias ont fait de Marchais un épouvantail, un repoussoir, voire un « clown » (comme l'indiquait un membre d'une cellule de Pantin, devant les caméras d'Antenne 2 présentes à la réunion, le 26 juin). La personnalisation des responsabilités de la direction actuelle du PCF est inévitable, quelles que soient les mises en garde. Et il est normal que la base demande des comptes à la direction.

Au-delà demeure la responsabilité collective d'une orientation. Elle fut successivement depuis 1976, date du XXII^e Congrès, l'union autour du Programme commun, puis la rupture en 1977, la division et enfin l'union sur une base défavorable au PCF en 1981. En huit ans, la direction a emmené le parti à l'unité, à la rupture, à l'unité de nouveau, et maintenant l'unité avec la menace de rupture.

La seule identité dont Marchais pouvait se prévaloir, c'était en positif ou en négatif par rapport au PS. Le style personnel de Marchais, quoi qu'on en pense, cache mal le manque d'identité propre du PC.

C'est un monde, disent des militants du PCF. Le parti fait plus peur que le Front national.

La banalisation des idées fascistes et racistes du Front national est un danger immédiat. Mais comment le PCF s'est-il opposé à son développement ? Le PCF n'a-t-il pas joué avec le feu, quand, dans ses municipalités, les bulletins de la mairie dénonçaient la concentration d'immigrés facteur d'insécurité ?

S'opposer au racisme véhiculé par Le Pen, c'est exclure toute ambiguïté sur l'aide au retour. C'est aussi organiser la solidarité autour des luttes des ouvriers immigrés. Barrer la route à Le Pen suppose une mobilisation d'une autre ampleur que le dépôt symbolique d'une gerbe aux résistants antinazis.

Le PCF a longtemps revendiqué d'être le seul parti de la classe ouvrière. Il a déçu la classe ouvrière. Elle le désigne naturellement comme le premier responsable, puisque lui-même exigeait de l'être.

Si la direction ne lance pas un vaste débat d'orientation, si l'équilibre interne à l'appareil passe avant les interrogations des militants, bref si l'immobilisme l'emporte, il y aura d'autres 17 juin plus cuisants encore pour le PCF.

LES RESULTATS DU PC DEPUIS 1924

DATE	VOTANTS (en millions)	VOIX PC (en millions)	% PC
Législ. 1924	9,000	0,886	9,84
Législ. 1928	9,470	1,066	11,26
Législ. 1932	9,579	0,796	8
Législ. 1936	9,847	1,502	15,26
Législ. oct. 1945	19,153 (vote des femmes)	5,024	26,20
juin 1946	19,805	5,145	25,90
Nov. 1946	19,216	5,430	28,30
1951	19,129	5,056	26,90
1956	21,500	5,514	25,90
V ^e République			
Nov. 1958	20,341	3,900	19,20
Nov. 1962	18,334	3,996	21,80
Présid. 1965	Pas de candidat du PC		
Législ. Mars 1967	22,389	5,039	22,50
Juin 1968	22,147	4,434	20
Présid. juin 1969 (Duclos)	22,200	4,780	21,50
Législ. Mars 1973	23,750	5,085	21,40
Législ. 1978	28,560	5,870	20,50
Européen. 1979	21,350	4,153	20,50
Présid. 1981	29,030	4,457	15,30
Législ. 1981	25,140	4,065	16,20
Européen. 1984	20,700	2,270	11,28

LUTTE OUVRIERE

Quelles propositions pour demain ?

Pour une alternative à gauche de la gauche

La montée de la réaction révélée par les scores de la droite et surtout de l'extrême droite aux élections européennes, sa confirmation par l'imposante mobilisation du 24 sous la bannière de l'école privée, tout indique que la situation est grave.

La chute électorale du PCF et le fort taux d'absentions dans les rangs des travailleurs sont les signes de la désorientation profonde engendrée par la politique anti-ouvrière de ce gouvernement de gauche, du discrédit croissant qui pèse sur les directions du mouvement ouvrier.

Une telle situation exige des révolutionnaires et de tous ceux qui se reconnaissent dans leur combat d'être capables de renverser la vapeur. Il faut offrir une issue anticapitaliste à la crise, rassembler tous les militants qui refusent la spirale de l'échec à laquelle conduit la politique du gouvernement, pour entraîner les travailleurs déçus par leurs directions.

Avec 3 % des suffrages et six cent mille électeurs pour les deux listes, celle de Lutte ouvrière et celle du PCI, l'extrême gauche maintient un potentiel non négligeable, mais elle est en deçà de cette exigence. C'est pourquoi il est urgent de dépasser l'atomisation actuelle, de constituer une force capable de lutter contre la désorientation qui se répand dans les rangs ouvriers, de bâtir les conditions d'une mobilisa-

tion contre la droite et le patronat et de proposer une politique alternative à la gestion gouvernementale du marasme capitaliste.

C'est pourquoi la LCR s'adresse à tous les militants, à tous les courants, à toutes les organisations conscients de cette urgence comme elle a déjà commencé à le faire avec le rassemblement contre l'austérité.

Une telle force, unitaire, à la gauche de la gauche, peut et doit se constituer dans les mois à venir. A partir de luttes et de campagnes concrètes (contre le chômage et la baisse du pouvoir d'achat, contre le poison du racisme et contre l'impérialisme, etc.), à travers l'organisation de débats, il faut impulser un vaste mouvement unitaire contre l'austérité.

Dans cette perspective, les responsabilités des organisations d'extrême gauche sont grandes. Pour pouvoir être une force motrice dans la constitution d'un tel rassemblement, il est maintenant nécessaire de tirer le bilan des européennes, de développer systématiquement l'unité d'action face aux grandes échéances politiques et sociales, de multiplier débats et confrontations sur les tâches de l'heure. C'est ainsi qu'il sera possible d'avancer dans l'émergence d'une réelle alternative à la gauche de la gauche.

Sonia Folloni

Lutte ouvrière se montre plus unitaire que le PCI dans l'analyse des résultats de l'extrême gauche. Mais elle esquive le problème crucial des perspectives que les révolutionnaires doivent avancer pour surmonter la désorientation qui s'empare des rangs ouvriers.



Lutte ouvrière, plus unitaire que le PCI, commente ainsi dans son dernier numéro les résultats de l'extrême gauche en additionnant les deux listes : « Il y a donc dans ce pays un courant stable de travailleurs qui n'ont pas eu d'illusions sur les partis de gauche, et en général sur ce qui peut sortir des élections et qui choisissent de l'affirmer en votant pour des révolutionnaires. » Fort bien !

Sans doute consciente des limites que représente le score de 3 %, LO ajoute que « c'est dans les luttes à venir que les révolutionnaires auront à gagner du crédit dans la classe ouvrière ». Tout à fait d'accord. Mais il faut alors se fixer des objectifs à la mesure de cette tâche et ne pas se contenter d'une autosatisfaction étriquée : « Lutte ouvrière représente un courant minoritaire, bien sûr, mais quand même de quelques centaines de milliers d'électeurs et de quelques milliers de militants, et qui n'a pas diminué depuis trois ans, contrairement au PC et aussi au PS. »

La situation, la crise des partis traditionnels du mouvement ouvrier, exigent aujourd'hui que les révolutionnaires passent à la vitesse supérieure s'ils veulent enrayer la démobilité, la désorientation dans les rangs des travailleurs.

Pour cela, il ne suffit pas d'interpeller comme le fait LO : « Que quelques dizaines de milliers de militants du PC et du PS décident de changer de politique... » Encore faut-il qu'il existe des propositions concrètes de luttes, de campagnes pour permettre que ces militants se regroupent dans l'action. Encore faut-il que les révolutionnaires fassent la démonstration qu'une autre politique que celle du PC et du PS est possible.

De même, il ne suffit pas d'invoquer « l'immense force de la classe ouvrière lorsqu'elle défend son droit à la vie, ses intérêts et ses aspirations... ». Il faut là aussi que les révolutionnaires montrent dans la pratique qu'ils sont capables de faire des propositions pour impulser les luttes, qu'elles se coordonnent dans un vaste mouvement national pour faire reculer la droite et les patrons.

C'est dans ce sens que la LCR s'adressera à LO dans les semaines qui viennent pour débattre des initiatives et campagnes communes, dans les entreprises, dans les organisations de masse, permettant de construire une force unitaire pour faire face aux échéances à venir.

S. F.

S. F.

PCI

La route sera longue...

Le score du PCI, 0,9 %, sanctionne les limites de la campagne de cette organisation. Si elle persiste dans cette voie, elle risque de passer à côté des éléments les plus significatifs qu'ont relevés les élections du 17 juin.

Après avoir mené sa campagne électorale tambour battant sur le thème « Pour un parti des travailleurs », le PCI se retrouve au lendemain des élections avec un score de 0,9 %. Score qui, ajouté à celui de Lutte ouvrière, fait apparaître une force réelle de contestation de la politique du gouvernement de Mitterrand. Mais score qui, pris tout seul — ce qui reste l'optique sectaire du PCI au vu du dernier numéro d'Informations ouvrières — sanctionne l'échec des pré-

tentions de cette organisation.

Pour le PCI, la ligne de force qui se dégage à l'issue de ce scrutin, en France comme dans tous les pays d'Europe, c'est que « la classe ouvrière se prépare aux plus grands combats, dans les conditions d'un déclin précipité des puissances capitalistes d'Europe et des crises politiques qui affectent tous les régimes ». On pourrait s'attendre à ce que le PCI, conscient de l'urgence de la situation, soit amené à s'interroger sur les limites

de sa campagne et de son résultat. Pas du tout !

Dans l'éditorial d'Informations ouvrières du 22 juin, Marc Gauquelin affirme : « Si, avant les élections, la question de chercher la place que doivent occuper tous ceux qui se sont associés à la bataille autour de la liste Pour un parti des travailleurs se posait [sic !], la voie après les élections semble toute tracée : dire ce qui est, faire ce qui est nécessaire pour aider les travailleurs à avancer dans la voie de leur émancipation. »

C'est un peu général, et on peut s'interroger au passage sur les raisons qui ont fait que le PCI ait dû attendre ces élections pour faire cette découverte fameuse ! On se demande surtout sur quelle base se construisait, avant les élections, le fameux parti des travailleurs.

Sans doute, le PCI veut-il indiquer ainsi qu'il a fait fai-

re un pas de géant aux adhérents du Parti des travailleurs en leur faisant découvrir la nécessité de l'émancipation des travailleurs, alors qu'ils étaient, avant les élections, sur la ligne de « la démocratie ». S'entend « la démocratie parlementaire opposée aux institutions de la V^e République ». Ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs de persister dans son orientation erronée, puisque dans le même éditorial, on trouve encore que les travailleurs ne pourront sortir positivement de « l'impasse dans laquelle les enferment les institutions que par la démocratie ».

De l'austérité menée par le gouvernement de gauche depuis trois ans, le PCI ne dit mot dans son éditorial qui s'intitule pourtant : « Comprendre ».

De la même manière, le

PCI continue d'allier le sectarisme à l'opportunisme. La construction du parti des travailleurs reste la propriété exclusive de cette organisation et de ces sympathisants. Les bons sont « ceux qui ont voté pour notre liste ; ont lu notre programme, y ont adhéré », « ensemble, nous allons continuer car tout reste à faire ». Forcément, avec 0,9 % des voix, la route sera longue...

Si cette organisation ne tire pas rapidement un véritable bilan des élections du 17 juin, il est à prévoir qu'elle risque de passer à côté de ce que elle-même donne pour l'élément le plus significatif de ces élections : un fort courant abstentionniste dans le mouvement ouvrier, « signe du désaveu brutal de la politique du gouvernement par ceux-là même qui ont fait la majorité PS-PCF en 1981 ».

S. F.



Yvon Chotard conduira la délégation du CNPF aux prochaines négociations.

EMPLOI

Aux trente-six trahisons

« *Priorité à l'emploi ?* » ou « *priorité au pouvoir d'achat ?* »...

Ces discours, usés jusqu'à la corde, vont sans doute disparaître des médias. En ces premiers jours d'été, se prépare une rentrée sociale marquée par des attaques anti-ouvrières sur les deux plans. Le budget, d'une part, en cours de négociation au sein du gouvernement. Et les négociations CNPF-syndicats sur la durée du travail de l'autre : celles-ci, dont deux rendez-vous ont lieu le 25 juin et le 2 juillet, ne présagent rien de bon.

Qui ignore encore que nous allons vers les trois millions de chômeurs en 1986 ? « Experts » de l'économie et dirigeants syndicaux sont sur ce point unanimes. Quant aux « méthodes de gestion sociale » du chômage, qui ont occupé une grande place dans les discours gouvernementaux, elles sont devenues inaptées à jouer le rôle de frein qui leur avait été imparti.

Cul-de-sac

Etendre les préretraites à cinquante-cinq ans coûte trop cher. La formation, même au rabais et sans débouché, coûte trop cher. Les contrats emploi-solidarité nouvelle formule, en vigueur depuis le 1^{er} avril, trop cher également : le gouvernement paye pour que les patrons ne licencient pas. « *La stabilisation du chômage en mai*, déclarait Pierre Héritier, de la direction de la CFDT à l'AFP, le 21 juin dernier, *ne doit pas faire illusion : on ne voit pas ce qui peut arrêter la marée noire du chômage qui progresse au rythme de trois cent mille par an.* »

Cette poussée de lucidité amène toutefois la CFDT à la table offerte par le CNPF. Et il en est de même de la CGT,

dont un éditorial de la VO du 11 juin prétend pourtant qu'il faut « *lutter pour les trente-cinq heures* ». Quant à FO, elle est bien d'accord avec les autres centrales sur la nécessité de siéger...

Trahisons en cours

Fort de ce « consensus », le CNPF leur adresse des félicitations. Dans l'*Expansion* du 22 juin, Yvon Chotard souligne qu'« *en acceptant une négociation d'une telle ampleur les partenaires sociaux apportent la preuve de leur maturité* ». De leur stupidité serait-il plus juste de dire ! Le négociateur en chef du CNPF ne cache pas ses désirs ; il prétend que leur satisfaction permettrait de créer des emplois : si les nouveaux salariés n'étaient pas décomptés dans les effectifs (pour économiser sur les charges et les droits syndicaux), quatre-vingt-cinq mille emplois nouveaux seraient créés ; si les licenciements pouvaient se faire sans autorisation préalable, trois cent soixante-dix mille emplois nouveaux sortiraient des tiroirs ; si les charges étaient directement allégées, quinze mille emplois de plus.

Magicien ? Sans aucun doute. Mais si sûr de lui ! Il se permet de ricaner, an-

nonçant que « *dans vingt ans, en 2004, les trente-cinq heures seront possibles* » (l'*Expansion*). Qui lui répond ? Pour assurer son coup, il ajoute, épousant sans difficulté le nouveau discours officiel fabriqué par le CNPF lui-même : nous sommes « *en pleine guerre économique* », « *notre niveau de vie et d'emploi dépendent de l'intensité et de la qualité de notre travail* ».

« *Nous avons toujours parié sur le réalisme de nos interlocuteurs syndicaux* », explique Chotard. Et Maire, dans le même numéro de l'*Expansion*, répond sans détour : « *Nous avons déjà accepté un contingent annuel de cent trente heures supplémentaires possibles sans autorisation de l'inspecteur du travail, le travail en deux équipes et même, dans le cas d'investissements très lourds, le travail du week-end.* » Pour montrer encore mieux sa bonne volonté, il ajoute : « *C'est nous qui avons demandé au CNPF de rediscuter du temps partiel.* » Et Jean Kaspar, chef de la délégation CFDT pour cette négociation, ajoute que « *s'il n'est pas question de modifier radicalement la réglementation, nous ne rejetons pas un éventuel examen d'aménagements spécifiques pour les PME* (l'*Usine nouvelle* du 31 mai). »

Deux ou trois vérités

On le voit, la direction de la CFDT ne cherche même plus à faire semblant de « protéger en priorité » le droit des femmes à l'emploi ni les salariés des PME. Tant que ce sont des « nantis » d'un emploi ! Elle va donc jouer à nouveau le rôle de « fer de lance » du bradage des acquis. A ses yeux, en effet, seuls sont réalistes « *les salariés confrontés à des menaces de licenciements, qui préfèrent toujours leur emploi* » au pouvoir d'achat. « *Les autres, prétend Edmond Maire, sont encore insuffisamment avertis qu'aucun emploi n'est jamais pleinement garanti quand les digues du chômage sont rompues.* »

Projets de la direction de la CFDT,

projets gouvernementaux et conseils des « experts économiques » capitalistes tendent donc à se ressembler : il faut « *revoir toute une gamme de réglementations de même que les mesures fiscales qui réduisent l'incitation à l'embauche* », pouvait-on lire une fois de plus dans les *Echos* du 21 juin. Grâce à quoi le chômage ne dépasserait pas (sic !) les 11 % de la population active au second semestre 1985 contre 9,2 % en ce moment. Le tout étant calculé avec un accroissement de l'activité économique.

Le quotidien proche du CNPF appelait cela « *un paradoxe* ». En fait, comme on le sait, il s'agit d'autre chose : les investissements faits par le patronat grâce aux économies sur les salaires ne servent qu'à économiser de la main-d'œuvre grâce à une modernisation. En même temps, les branches d'activité les moins « rentables » sont délaissées, en particulier tout ce qui concerne le logement et les équipements collectifs, ou le textile-habillement-cuir.

Comme quoi la reprise des profits de la minorité des privilégiés ne peut en rien être la porte de sortie pour ceux qui piétinent dans les files de sans emploi. Il suffit de voir, cette semaine même, quelques exemples dans notre colonne « *chiffres* ». Bittermann supprime des emplois. Elf-Aquitaine de même. Et le nombre d'heures travaillées en France n'est en rien l'un des plus courts des pays équivalents, à l'inverse de ce que prétend le patronat.

En revanche, les prévisions économiques comme les demandes formulées par le patronat mettent en évidence une réalité : les travailleurs n'ont rien à attendre de bon de toutes les discussions en cours. Et celles-ci rendent urgente, comme cela s'est fait en RFA, une mobilisation pour la réduction massive du temps de travail, accompagnée d'un large débat public démystifiant les discours patronaux : contre le chômage, seule la lutte de masse paiera. Tel est l'un des débats d'actualité pour préparer la prochaine rentrée sociale.

Pierre Rème

CHIFFRES

109

Bidermann, le numéro un du vêtement, annonce un bénéfice de cent neuf milliards. Avec un chiffre d'affaires de 3,4 milliards, en hausse de 16,2 % par rapport à 1982. La plus grosse partie de ses ventes allant aux USA, où le groupe achète par ailleurs une grande partie de ses tissus.

Signalons aussi que le groupe, dont Michel Bidermann possède 75 % des actions, a supprimé mille emplois depuis septembre 1982.

37

Elf-Aquitaine annonce 37 % d'augmentation de son bénéfice net pour le premier semestre 1984 : il était de 2,7 milliards pour le premier semestre 1983 et de 3,8 milliards pour les six premiers mois de cette année-ci, soit autant que pour l'année 1983 toute entière.

« Nous pouvons faire preuve d'un optimisme mesuré », a déclaré son P-DG, Michel Pecqueur.

1778,5

La durée annuelle moyenne d'heures travaillées « offertes » en France par les salariés s'établit à la somme de 1 778,5 heures ; un chiffre qui dément l'argument du CNPF selon lequel « notre pays » est parmi les plus bas horaires de travail. En effet, en comparant les pays qui sont comparables, on obtient les résultats suivants. La durée du travail est plus longue en RFA (39,8) en Grande-Bretagne (40,4). Mais elle était moins longue en Belgique (35,6), en Italie (38) et au Canada (37,5).

259

Le coût du chômage s'établit, en France, à 259 milliards pour l'année 1983. Il était de 110 milliards en 1980. Ce chiffre est la somme des charges d'allocations aux chômeurs et du « manque à gagner » dû au chômage : cotisations sociales et impôts en moins.

Une charge essentiellement à la charge des travailleurs. Bravo la « rigueur »...

CREUSOT-LOIRE

Qui tire les ficelles ?

Tandis que trente mille travailleurs sont menacés de perdre leur emploi, on joue les prolongations dans l'affaire Creusot-Loire. Un examen rapide des personnages qui entourent le P-DG Pineau-Valenciennes, donne toute sa dimension politique à l'affrontement entre le groupe Schneider et le gouvernement. Avant le 10 mai...

Si Pineau-Valenciennes, P-DG de Creusot-Loire, n'a pas manifesté dimanche 24, il a eu tort ! Il revendique, comme les pèlerins de l'enseignement dit libre, des crédits publics pour l'entreprise privée, tout en refusant à l'Etat le moindre droit de regard sur les fonds versés. Les libertés du P-DG Pineau et du chanoine Guibert se ressemblent bel et bien comme deux gouttes d'eau. Quoi d'étonnant au fond ? Les personnages qui s'agitent derrière Pineau-Valenciennes sont des têtes connues du haut business, de la droite officielle, et de l'avant-mai 1981...

L'un des stratèges du groupe Empain, explique le *Quotidien de Paris* du 16 juin, est vraisemblablement M. Eskenazi, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas aux côtés de Pierre Moussa avant la nationalisation. M. Eskenazi est « aujourd'hui, précise le quotidien, président de Paribas-suisse (filiale d'évasion des actifs de Paribas après la nationalisation, NDLR), administrateur de Paribas-Belgique, de Paribas-Hollande, de la compagnie belge Copeba, et de Schneider SA... » comme il se doit.

Détail, ajouterons-nous, l'homme en question administre également la société des Chargeurs SA (quatrième compagnie de service en France derrière la SNCF, la Générale des eaux et Air-France), en compagnie de M. P. Giscard d'Estaing par exemple. Remettons les pendules à l'heure. Même après le 10 mai, la famille Giscard reste liée aux Schneider (1).

Economique et politique

A l'examen de l'entourage du P-DG Pineau, l'affaire Creusot-Loire prend tout son sel. Les arguments techniques et économiques prennent une tout autre dimension politique. Au lendemain des élections européennes, et de la manifestation du 24 juin, l'épreuve de force entre le groupe privé Empain-Schneider et le gouvernement encourage les porte-parole de l'opposition dans leurs attaques contre les entreprises natio-

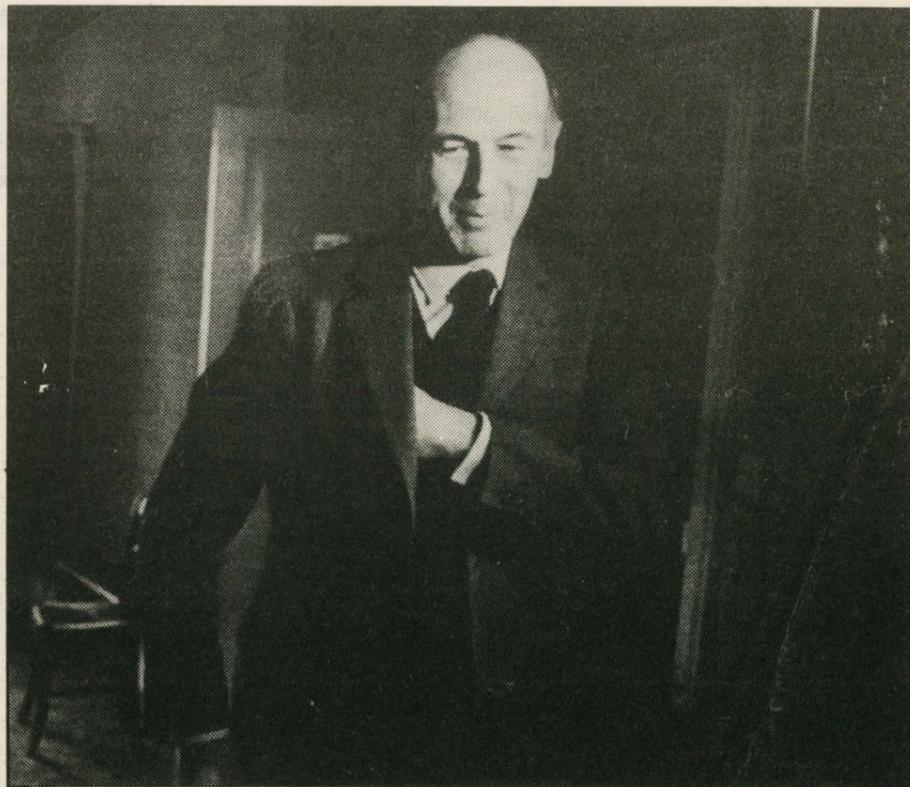
nalises. Il faut « reprivatiser au plus vite » s'exclame Jupé, lieutenant de Chirac dans le *Quotidien de Paris* du 26 juin. Un programme de choc, face aux mérites de l'économie mixte qu'aime vanter F. Mitterrand.

En attendant le poids du privé reste de taille. « Le groupe Empain est surtout un groupe financier international, lisait-on dans un livre rédigé en 1977, *la Banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations*, sous la responsabilité de F. Morin, les nationalisations lui porteront certainement un coup sévère ; mais sa structure complexe lui permettra sans doute en France d'éviter un complet démantèlement. » L'auteur a dû vérifier son pronostic lui-même. Promu représentant de Paribas nationalisé au conseil d'administration de Creusot-Loire, il a dû démissionner la semaine dernière devant les diktats du P-DG Pineau (Voir *Rouge* du 22 juin). Dure leçon. Le groupe Empain ne se laisse effectivement pas démanteler. Il vise même, tout simplement, dans l'affaire Creusot-Loire, à faire prendre en charge les dettes d'une entreprise qui l'encombre aujourd'hui, par les fonds publics.

Trente mille travailleurs en otage

Et pour mieux se faire entendre, Creusot-Loire prend l'emploi des trente mille travailleurs de l'entreprise en otage — comme le souligne L. Fabius — tandis que le gouvernement jure ses grands dieux que toute nationalisation du groupe, même rampante, est « hors de question ».

Pineau-Valenciennes n'a plus qu'à se frotter les mains. Mardi 26, le jugement de mise en liquidation de Creusot-Loire était repoussé à plus tard, et son P-DG alignait tranquillement les chiffres devant le conseil d'administration d'Empain-Schneider SA. Toutes les filiales du groupe enregistrent des résultats positifs. 132 millions pour Spie-Batignolles, 73 millions pour Jeumont-Schneider, 159 millions pour Merlin-Gérin... « Trésorerie à l'aise » note le



Giscard, lié aux Schneider par sa femme, fait semblant de faire ses poches... T'as pas cent balles ?

quotidien patronal les *Echos*, en connaisseur. Le sort de Creusot-Loire n'a pas été évoqué un seul instant au conseil d'administration de la maison mère, Schneider SA, comme si l'entreprise était déjà liquidée. Un silence qui en dit plus qu'un long discours.

Reste que l'affaire Creusot-Loire annonce d'autres offensives. Celles de Peu-

geot et de Citroën entre autres, deux gros privés qui tiennent à faire payer par les pouvoirs publics les plans de restructuration et de licenciement qu'ils affûtent dans leurs états-majors. Le refus du gouvernement d'envisager toute nationalisation de Creusot-Loire, aujourd'hui, reste le meilleur moyen d'organiser les défaites, demain. « Ici et

maintenant », comme dirait François Mitterrand.

Michel Morel

1. La composition du conseil d'administration des Chargeurs SA est intéressante : en sus de messieurs Eskenazi, et P. Giscard d'Estaing, déjà cités... on relève les noms de Jérôme Seydoux (président), et de son frère Nicolas. Deux financiers connus... et « de gauche ». Le premier soutien « financièrement » le *Matin*, le second *Libération*. Et mon tout...

CFDT-JEUMONT-SCHNEIDER

« Il faut nationaliser »

Nous reproduisons la semaine dernière dans *Rouge* la pétition de la CGT de l'UIE-Cherbourg, filiale du groupe AMREP, signée par plus de huit mille Cherbourgeois, revendiquant la nationalisation de l'entreprise, la sauvegarde de l'activité du site et de l'emploi (voir *Rouge* du 22 juin).

Face au scandale Creusot-Loire, la section syndicale CFDT-Jeumont-Schneider de la Seine-Saint-Denis (syndicat des travailleurs de la métallurgie du 93-Nord) exige, à son tour, dans un tract du 25 juin : « Il faut nationaliser le groupe Empain-Schneider. » Jeumont-Schneider est contrôlé par la société financière Schneider SA, dont le P-DG est monsieur Pineau-Valenciennes, qui contrôle également Creusot-Loire, Merlin-Gérin...

La section CFDT résume la situation du groupe Schneider, détaille les 2,7 milliards que doit le groupe à l'Etat et aux banques, rappelle le refus de monsieur Pineau-Valenciennes de

tout contrôle sur le groupe de la part des fonds publics, et poursuit :

« Que demande donc monsieur Pineau-Valenciennes, et à travers lui, les multiples actionnaires comme le baron Empain, la famille de Wendel et bien d'autres ? Tout simplement que l'Etat éponge les presque cinq milliards de dettes de Creusot-Loire, que l'Etat prenne en charge (par la nationalisation sans doute !) l'investissement catastrophique fait aux USA avec Phenix-Steel (sidérurgie, NDLR), mais surtout que l'on laisse d'aussi mauvais gestionnaires continuer leurs sales besognes. »

« Non cela n'est pas tolérable. Les pertes pour les contribuables, les bénéfices pour les actionnaires ! Non cela suffit. »

« Aujourd'hui, Schneider SA liquide Creusot-Loire, alors que les actionnaires reçoivent de Jeumont-Schneider plus de vingt millions de dividendes. En même temps que l'intéressement des travailleurs est supprimé, les sa-

lares bloqués. D'un côté, les licenciements et les pertes salariales pour les travailleurs, de l'autre la gratification pour les actionnaires.

« La CFDT, dès 1981, avait demandé la nationalisation de Jeumont-Schneider. Aujourd'hui, nous sommes confirmés dans cette option. »

« Il faut nationaliser l'empire Empain-Schneider (Creusot-Loire, Jeumont-Schneider, Spie-Batignolles, Merlin-Gérin...). Les secteurs de production couverts par ces entreprises sont vitaux et représentent des dizaines de milliers d'emplois. Les capitalistes privés ont montré leurs véritables intérêts, et en plus du mépris qu'ils manifestent pour les travailleurs, ils sont arrogants à l'égard des contribuables que nous sommes. »

« Il faut mettre fin à cette farce dont les travailleurs sont les dindons ; et pour que les capitaux issus des nationalisations ne s'envolent pas à nouveau sous d'autres cieux, il faut une nationalisation par expropriation, sans indemnités ni rachat... »

DE NOS CORRESPONDANTS

HISPANO SUIZA
Contre
les 37 heures
non compensées

Débrayages chez Hispano-Suiza, contre l'application au 1^{er} juillet de la semaine de trente-sept heures sans compensation salariale (voir *Rouge* du 22 juin). Vendredi 22 juin, plus de cinq cents salariés manifestaient devant le siège de l'entreprise, exigeant le retrait de cette provocation patronale. Mardi 26, au matin, plus de la moitié des travailleurs concernés (500) étaient en grève à Paris, et sept cents ouvriers (sur 900) stoppaient le travail chez Hispano-Le Havre. Après d'intenses discussions mardi midi, la majorité des ouvriers dans la région parisienne, décidaient de reconduire le mouvement.

chaîne de production bloquée. Mais aucune proposition de centralisation de l'action, appuyée sur une plate-forme commune, ne sera faite par les syndicats, les grévistes se cantonnent à la lutte dans leur atelier. Mardi 26, ceux de l'imprégnation ont repris le travail, leurs revendications partiellement satisfaites, l'atelier expédition continue la lutte, les cent licenciements pèsent toujours sur l'ensemble de l'entreprise.

Le déboussolement des responsables syndicaux — et tout particulièrement des militants du PCF — est patent. La volonté des travailleurs de contrôler leur lutte, la confiance dont bénéficient les militants « lutte de classe », les militants de LO ou de la LCR dans leurs ateliers, n'en sont que plus évidentes... Mais ceci ne peut encore pallier cela.

CENTRE DE TRI
Grandes pompes
et petit budget

Tout le gratin était réuni sur le parking du PLM, jeudi 21 juin, pour accompagner monsieur Mexandeu, venu inaugurer les nouvelles installations du TGV postal. Les travailleurs du centre de tri s'étaient déplacés aussi à plus d'une centaine, pour rappeler à leur ministre que la modernisation de la poste ne doit pas se faire sur le dos des travailleurs (3 000 suppressions d'emplois, à la poste au budget 1985 et cinq cents aux télécomms...)

Ils n'avaient pas oublié que quelques mois plus tôt, ils étaient en grève contre le nouveau plan de restructuration des centres de tri dudit ministre. Monsieur Mexandeu ne s'est pas aventuré dans le centre de tri, il y aurait vu le personnel travailler dans des conditions lamentables, il y aurait vu des milliers de lettres en souffrance par manque de personnel, il y aurait vu les pratiques autoritaires d'un encadrement digne de l'armée...

Le personnel réuni sous les banderoles CGT et CFDT criait unanimement, « La poste, c'est nous... Nous ne sommes pas des saboteurs » en réponse aux propos arrogants tenus par monsieur Mexandeu, il y a trois mois. Des propos évasifs sur « la dureté de la gestion de la poste en période de crise » ont été la seule réplique du ministre. Mais quelle gestion ? La gestion capitaliste, la continuation des plans mis en place sous Giscard !

A tout cela une réponse : si l'on veut rénover la maison, on ne se contente pas de repeindre la façade !

SAFT (CGE)
BORDEAUX
Après le 17 juin

Commencée par un débrayage ras-le-bol, le vendredi 15 juin, la grève de l'atelier de l'imprégnation (secteur chimie) de l'usine a vraiment démarré le 18 juin, pour le quart d'heure de douche, la prime de salissure, la demi-heure de casse-croûte payée sur le temps de travail, l'embauche des intérimaires et cinq cents francs d'augmentation pour tous. Au lendemain des européennes, la grève était aussi une façon d'en tirer les leçons ! L'assemblée générale des travailleurs est quotidienne, un tract est distribué sur l'usine, signé des « travailleurs de l'imprégnation, soutenus par la CGT et la CFDT », soulignant la volonté de contrôle de la lutte, par les ouvriers eux-mêmes.

Le patron doit négocier avec une délégation de grévistes. Un comité de grève prend en charge les contacts avec la presse, diffuse une affiche de popularisation sur le reste de l'entreprise.

Tirant lui aussi les leçons des européennes, le patron annonce, le 18 juin, cent licenciements sur l'usine, sous couvert de départs en préretraite financés par le FNE. Une assemblée générale convoquée par la CGT et la CFDT, le 21 juin, réunit cent cinquante travailleurs, les propositions d'actions des responsables syndicaux sont maigres. Pourtant, l'atelier d'expédition se met en grève aussitôt après l'assemblée générale. Jeudi 21, la direction se retrouve avec le début (secteur chimie) et la fin (expédition) de la

UIE-CHERBOURG

Jusqu'au bout

Les pouvoirs publics livrent le groupe aux dents du « repreneur » Bouygues. A Cherbourg les travailleurs ne veulent pas entendre le mot licenciement.

Favoriser les « décideurs », ignorer les travailleurs : on peut résumer simplement l'attitude des pouvoirs publics et du gouvernement, dans l'« affaire AMREP » (voir *Rouge* du 22 juin). Un exemple de plus dans la longue chaîne des « destructurations industrielles », illustrant la « continuité politique » dont se réclamait déjà Delors au soir du 18 juin !

Bouygues a emporté le morceau. Syndics, pouvoirs publics, et administrateurs de l'AMREP — dont le PDG Miller responsable du trou financier d'un milliard huit cents millions qui a mis l'entreprise sur le flanc — ont estimé en chœur, que le plan de reprise, proposé par le trust prodigue des travaux publics, était le meilleur. Quatre cents travailleurs sur cinq cent quarante seraient repris à l'UIE-Cherbourg, cent réduits aux contrats à durée limitée, et quarante licenciés : 60 à 75 % des effectifs du siège à Paris (cinq cents salariés), seraient licenciés, le site de Montpellier (cent vingt-cinq salariés) fermé... Ces trois exemples préfigurent les ravages planifiés à l'échelle du groupe et de ses huit mille salariés.

Vendredi 22 juin, plus de cinq cents employés des filiales de l'AMREP se rassemblaient à Paris, avenue Hoche près de la place de l'Etoile, devant le siège du groupe, pour se rendre au ministère de l'Industrie. « Gouvernement du 10 mai, écoute les travailleurs, pas les patrons », « Scandale financier les patrons doivent payer », « Mauroy, pas un licenciement ». Les slogans de la manifestation étaient clairs et nets, comme les huit mille signatures rassemblées à Cherbourg au bas de la pétition de la CGT de l'UIE revendiquant la nationalisation de l'entreprise. Douze délégués demandent à être reçus au ministère, les technocrates « négocient » pendant une demi-heure. « Quatre pas plus », puis « dix au maximum », les douze s'imposent finalement, tandis qu'un barrage de policiers — en chemisette — bloque l'accès des bâtiments publics aux manifestants, qui décident, en toute logique, de barrer l'avenue qui sépare le ministère des Invalides, d'un sit-in efficace, sous un chaud soleil. Une heure durant, les délégués entendent la même réponse monotone à leurs

questions répétées : « Nous ne connaissons pas ce dossier. »

Au conseil d'administration du groupe, en fin d'après-midi, on leur déclarera exactement l'inverse. Les administrateurs et syndicats introduisent leurs discours à propos de la reprise par Bouygues, de la formule

vaillants du chantier, ils mettaient en garde les responsables syndicaux : toute poursuite de la lutte, entraînerait la fermeture définitive de l'entreprise... Un jugement en référé fixe à quatre millions de francs, les indemnités dues à l'entreprise (Elf), à laquelle la plate-forme de forage doit être livrée. Lentement, mais sûrement, le piège se tend. Les pouvoirs publics refusent toute discussion concernant la nationalisation de l'UIE par mise sous tutelle des groupes parapétroliers, et favorisent les plans de reprise du groupe Bouygues qui attend tranquillement son heure. La justice fait son

tenir les négociations avec les représentants du groupe Bouygues, ils manifestent l'après-midi dans les rues de l'agglomération, remettent ensemble un communiqué de la CGT au quotidien local *Ouest-France*, et se rendent à la préfecture.

On ne négocie pas des licenciements

« On ne négocie pas des licenciements », explique P. Vautier, secrétaire de la section CGT. Les quarante suppressions d'emplois sur le site sont inacceptables. La plate-forme *Heimdal* est toujours étendue sur le ter-



consacrée « En accord avec les pouvoirs publics... »

« Messieurs les licenciés, bonsoir ! » Au bout d'une heure, le secrétaire de la CGT-UIE quitte la salle, la parfaite harmonie régnant entre les pouvoirs publics, les administrateurs de l'AMREP, et les représentants du repreneur rend toute discussion, remarque ou proposition inutile.

Mercredi 20 juin, les syndicats s'étaient fendus d'un long téléx, « pour communication aux représentants du personnel » en forme de chantage. Evoquant la retenue de l'*Heimdal* par les tra-

œuvre et condamne les travailleurs en lutte, pour le maintien de leur emploi...

Lundi 25, le comité d'entreprise du groupe AMREP confirme la reprise par Bouygues, et les licenciements. Mardi 26, au chantier de Cherbourg, l'ambiance est tendue, à l'heure des comptes rendus. Au matin, les ouvriers et les cadres se réunissent séparément. « Ici, c'est une assemblée de la CGT », lance un travailleur aux représentants de la CGC qui brûlent de terminer la grève au plus tôt. Les grévistes investissent la salle où doivent se

re-plein, la détermination des ouvriers du chantier étonne visiblement le porte-parole du repreneur.

Bouygues veut pratiquer une coupe claire dans les effectifs du groupe AMREP, à Paris, Marseille, Montpellier... La lutte déterminée des travailleurs cherbourgeois peut servir d'exemple et de point d'appui dans les autres filiales. L'attitude du gouvernement, elle, est identique devant les actionnaires d'AMREP ou les exigences et les manœuvres d'Empain-Schneider : laisser faire, laisser aller !

Michel Morel



Enterrement de Guy Orsoni, à Vero en juillet 1983.

CORSE

Un peuple avili depuis deux cents ans

L'ignorance de la situation en Corse — et ses causes — est le meilleur atout de ceux qui dénigrent le combat de ce peuple. Pourtant, depuis deux cents ans, la France maintient l'île sous une domination coloniale pour mieux y étouffer l'aspiration à la liberté.

Beaucoup dans le mouvement ouvrier français et même dans le mouvement révolutionnaire considèrent le mouvement nationaliste corse comme une survivance nostalgique du passé ou, au mieux, comme une enveloppe erronée pour un combat qui devrait se rattacher tout simplement au combat général des travailleurs « français ». C'est ignorer de nombreux éléments de la réalité, hérités de la situation en Corse depuis deux siècles.

Un peu d'histoire

On nous apprend brièvement à l'école que le Duc de Choiseul acheta la Corse en 1768 à la république de Gênes pour l'intégrer au royaume de France.

On nous apprend moins souvent, par contre, que la Corse s'était déclarée indépendante depuis 1735 et que la France y menait la guerre depuis 1738 pour le compte de Gênes d'abord, pour le sien ensuite. Cette situation d'occupation et de guerre ne s'éteindra qu'au début du XIX^e siècle. La nation corse existait bel et bien à cette époque. Partout en Europe des petites nations furent absorbées à la même époque

par les grands Etats-nations mis sur pied par la bourgeoisie ascendante.

Une des particularités de cette nation corse était le niveau tout à fait embryonnaire de « sa » bourgeoisie. D'un côté, une économie essentiellement pastorale plutôt qu'agricole, une paysannerie qui au cours du XVIII^e siècle avait mis sur pied des structures communautaires les affranchissant des seigneurs ; de l'autre, une bourgeoisie génoise qui captait le surproduit. Tous ces éléments limitaient l'émancipation de la bourgeoisie corse qui dut en rester à un stade précapitaliste avec la structure sociale du « clan », organisation dominée par des notables, propriétaires terriens.

Une fois l'île mise sous domination française, deux éléments entrèrent en ligne de compte : l'île dut être maintenue sous régime d'occupation militaire durant de nombreuses années après que des milliers de Corses soient morts pour défendre leur liberté ; la bourgeoisie autochtone ne put s'intégrer à la bourgeoisie française déjà structurée.

En soi cette situation aurait pu évoluer vers l'intégration individuelle des Corses à l'Etat et la dégénérescence de ces formes ar-

chaïques. Mais justement, pour la France, la Corse était non une partie d'elle-même mais une colonie intéressante comme réservoir d'hommes et comme base militaire. Aussi n'y eut-il jamais volonté d'intégration.

Jusqu'en 1835, un système douanier particulier sera maintenu alors qu'en France toutes les barrières douanières étaient levées depuis 1793. La bourgeoisie corse n'aura jamais les capitaux financiers disponibles pour l'industrialisation de l'île. Les capitalistes français qui, par contre, investirent dans l'île au XIX^e siècle enlevèrent tous les capitaux dès qu'apparurent les nouvelles colonies d'Afrique du Nord.

L'Etat français, pour maintenir sa domination, passa donc des alliances avec la bourgeoisie claniste précapitaliste, qui « protégea » les structures archaïques de l'île. Cette alliance gela l'île dans sa situation économique et sociale du XVIII^e siècle : l'exploitation agricole entraînait toujours le surproduit à l'extérieur de l'île.

Une île colonisée

Cette situation ne pouvait pas aller sans un appauvrissement progressif de la Corse. Le poids des clans se maintint alors par un autre biais. La bourgeoisie parlementaire française offrit, au XX^e siècle, aux clans la possibilité de réduire la paysannerie corse en ouvrant aux agriculteurs ruinés les portes de l'administration française qui puisa dans l'île son personnel pénitentiaire, policier et administratif. Ceci épongeait une île pauvre de son surplus humain et maintenait aux clans un pouvoir octroyé par la bourgeoisie française.

De même, la Corse, réservoir d'hommes, fut lourdement mise à contribution

durant la Première Guerre mondiale. La comparaison avec les bataillons de Sénégalais envoyés à la boucherie à Verdun n'est pas fortuite. Vingt-cinq mille Corses au minimum moururent ainsi pour une patrie qui n'était pas la leur ; plus d'un habitant sur douze, deux fois plus que la moyenne nationale. Là encore les clans jouèrent leur rôle pour octroyer de nombreuses pensions en échange du sang versé, nouvelle preuve de l'avilissement dans lequel la France maintenait l'île.

Ce système des pensions, inauguré alors, fut et reste encore une des armes essentielles des clans dans une île privée de la possibilité d'utiliser ses ressources. La monnaie d'échange envers une « clientèle » qui devait ensuite « bien voter » pour le notable protecteur.

Il y eut donc depuis deux siècles une intégration individuelle de centaines de milliers de Corses sur le « continent ». Il n'y eut jamais de réelle intégration économique et sociale de l'île.

Cela explique les survivances de structures archaïques réactionnaires que même le gouvernement d'aujourd'hui se refuse à remettre en cause (ainsi aucune réfection réelle des listes électorales n'a jamais été entreprise dans l'île).

A une époque où, dans l'Europe, les travailleurs tentent de remettre en cause le cadre de leur oppression, en Corse, cette lutte passe par l'émancipation de cette tutelle rétrograde et par la volonté d'assumer son développement. Le clanisme, son maintien et la protection dont il jouit de la part de l'Etat, est la plus sûre preuve de la nécessité pour les travailleurs français de soutenir le droit du peuple corse à se débarrasser de l'oppression maintenue par l'Etat français.

Laurent Carasso

GRANDE-BRETAGNE

La lutte exemplaire des mineurs

La grande grève des mineurs britanniques a bouclé le cap des cent jours. Elle a en même temps connu son « lundi sanglant », le 18 juin. L'épreuve de force engagée au dépôt de charbon d'Orgreave, dans le Yorkshire, a donné lieu à des brutalités policières d'une violence « qu'aucune provocation ne pouvait justifier » pour reprendre l'aveu du chef de la police du Yorkshire.

Le bilan des quinze semaines de conflit est particulièrement lourd. Deux mineurs ont trouvé la mort et neuf cents d'entre eux ont été blessés. Près de 3 500 grévistes ont été interpellés dont le dirigeant du syndicat des mineurs, Arthur Scargill. Le conflit « est en train d'atteindre les proportions d'une guerre civile », estime Tony Benn, leader de l'aile gauche du Parti travailliste. Le NUM a révélé l'utilisation de l'armée dans le gigantesque dispositif policier antigréviste.

Le Premier ministre britannique se sert de l'expérience acquise en matière de répression en Irlande pour l'appliquer sur une échelle jusque-là inédite en Angleterre. Resté, dans une première phase du conflit, en retrait derrière la direction des charbonnages, le gouvernement Thatcher est aujourd'hui en première ligne. L'enjeu n'est plus la suppression de 20 000 emplois dans vingt puits jugés non rentables. Il s'agit à présent d'infliger une défaite au plus prestigieux syndicat du pays, de frapper au cœur la classe ouvrière britannique.

La direction du Parti travailliste s'est bien gardée d'organiser la solidarité autour de la lutte. Le leader du Labour, Neil Kinnock, s'est même payé le luxe au début juin de faire une déclaration pour condamner l'utilisation de la violence à Orgreave par... les piquets de grève. Le NUM a fait de ce dépôt de charbon un enjeu décisif de la lutte. Le blocus de l'approvisionnement des aciéries pourrait être effectif si les autres syndicats affiliés au TUC et en premier lieu celui de la métallurgie (ISTC) refusaient le charbon des « jaunes ».

La direction de l'ISTC a subi il y a quatre ans une défaite infligée par le même Ian Mac Gregor qui préside aujourd'hui les charbonnages. Elle avance la crainte de nouvelles fermetures pour refuser sa solidarité au lieu de jeter ses forces aux côtés des mineurs pour construire, ensemble, un rapport de forces victorieux. Ce sont les adhérents de base du parti travailliste et les courants de gauche en son sein qui sont aux avant-postes de la solidarité pour contrer les tentatives de Thatcher d'affamer les mineurs et leurs familles. Face aux suppressions de prestations sociales, d'allocation de maternité, s'organisent les collectes financières et de nourriture et le NUM se dit prêt à tenir jusqu'à l'hiver.

Plus que jamais la lutte déterminée des mineurs britanniques apparaît comme exemplaire. Présentée par certains comme un combat d'arrière-garde, elle est un des affrontements de classe majeur qu'ait connus le Grande-Bretagne et une lutte phare face aux restructurations industrielles. A ce titre, le combat des mineurs britanniques est le combat de tous les travailleurs contre la politique d'austérité. Il montre la voie et doit susciter un mur de solidarité. Thatcher veut mettre les mineurs à genoux par leur solidarité, les travailleurs en Europe les aideront à faire céder la « dame de fer ».

Jean-Jacques Laredo

L'Amérique latine aux abois

L'histoire des rapports entre le Fonds monétaire international et les pays latino-américains est fertile en rebondissements. Dernier épisode : une lettre envoyée par le Brésil, le Mexique et l'Argentine réclamant aux pays capitalistes créditeurs, réunis à Londres, une révision en baisse des conditions imposées du rééchelonnement de la dette.

Les pays latino-américains sont embourbés dans une dette record (350 millions de dollars pour l'ensemble des pays), dont le seul paiement des intérêts suffit chaque année à engloutir environ 30 % du revenu des exportations, elles-mêmes en baisse... Pendant des années, les prêts que les banques occidentales ont accordés à ces pays ont constitué une source de juteux profits pour les pays impérialistes, sous la forme d'intérêts avec un taux croissant, un véritable pillage.

Les conditions draconiennes imposées par le FMI aux gouvernements endettés sont connues : sous le prétexte de lutter contre l'inflation, elles obéissent au libéralisme le plus sauvage. Il s'agit d'appliquer la baisse des salaires réels, la libération des prix et la réduction des dépenses publiques.

Pris à la gorge

La nouveauté de la situation actuelle, c'est que les pays débiteurs se voient pris à la gorge. Les taux d'intérêts sont de plus en plus élevés — et les délais de remboursement de plus en plus courts. Tous les capitalistes savent que les pays latino-américains ne sont pas solvables. Mais leur faillite entraînerait avec eux le système financier international. Ces pays sont confrontés à la crise économique la plus grave de leur histoire, avec des taux d'inflation records (plus de 500 % par an pour l'Argentine), un déficit budgétaire chronique, des fermetures d'usines en série, un sous-emploi qui avoisine 50 % dans plusieurs pays, et une baisse catastrophique du pouvoir d'achat de la majorité de la population (50 % de chute par exemple au Mexique).

Dans un pareil marasme, les mesures récessives imposées par le FMI n'apparaissent plus tenables, ni aux travailleurs, qui en font les frais, ni aux bourgeoisies nationales, qui n'y voient que la certitude de s'attirer de nouveaux ennuis.

Presque partout, des mouvements massifs de protestation ont eu lieu : grèves des professeurs et des employés du secteur public réclamant des augmenta-

mettre en cessation de paiement.

Pris entre deux feux

Pris entre deux feux, la plupart des gouvernements essaient d'élargir leur marge de manœuvre. Ils cherchent à gagner du temps et à ne pas compromettre la paix sociale en imposant trop brutalement le gel des salaires, au risque d'aggraver la récession. Ils n'envisagent pas pour autant de rompre avec le FMI. C'est le cas de l'Argentine ou de la République Dominicaine, qui essayent d'arriver à un consensus national, en proposant comme solution de rechange aux diktats du FMI des programmes d'austérité « maison ». Les arrestations massives opérées par le gouvernement dominicain parmi les opposants montrent bien ce qu'il en est de ses in-

tentions, et de sa manière de préparer le terrain pour les prochaines négociations imminentes.

Enfin pas question non plus pour ces gouvernements d'une politique commune de refus vis-à-vis des exigences du FMI. Au contraire, le Mexique et le Brésil, le Venezuela et la Colombie se sont déclarés prêts, avec l'appui des Etats-Unis, à renflouer l'Argentine pour qu'elle n'entre pas en cessation de paiement. L'exemple, pour les autres pays de la région, risquerait d'être trop déstabilisateur ! Et enfin, même si la Bolivie, isolée, a déclaré un moratoire de fait, il y a loin entre les revendications des travailleurs, et les déclarations du ministre des Finances, pour lequel « l'intention du gouvernement est de négocier »...

S. Joanny

Des mineurs boliviens. La Bolivie vient de se déclarer en cessation de paiement.



POLOGNE

Kuron et ses camarades en procès

Le procès de quatre militants du KOR s'ouvrira à Varsovie le 13 juillet prochain. Jaruzelski tient à les condamner pour leur action en faveur des droits des travailleurs. C'est tout le mouvement ouvrier qui sera mis en accusation à ce procès.

Le procès de Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujec et Zbigniew Romaszewski, quatre militants du Comité de défense des ouvriers (KOR), débute à Varsovie le 13 juillet. Ainsi, après avoir tenté en vain de forcer les militants du KOR à émigrer ou à se soumettre à son pouvoir dictatorial, la junte du général Jaruzelski veut faire un exemple : condamner lourdement ceux dont l'activité (d'abord en défense des grévistes réprimés après juin 1976, puis en faveur des droits démocratiques des travailleurs et en particulier du droit syndical) peut être considérée comme le début de la renaissance du mouvement ouvrier polonais.

Accusés d'avoir « entamé les préparatifs en vue de renverser par la force le système et d'affaiblir la défense de la République populaire de Pologne en brisant l'alliance avec l'Union soviétique », les quatre militants du KOR risquent jusqu'à dix ans de prison.

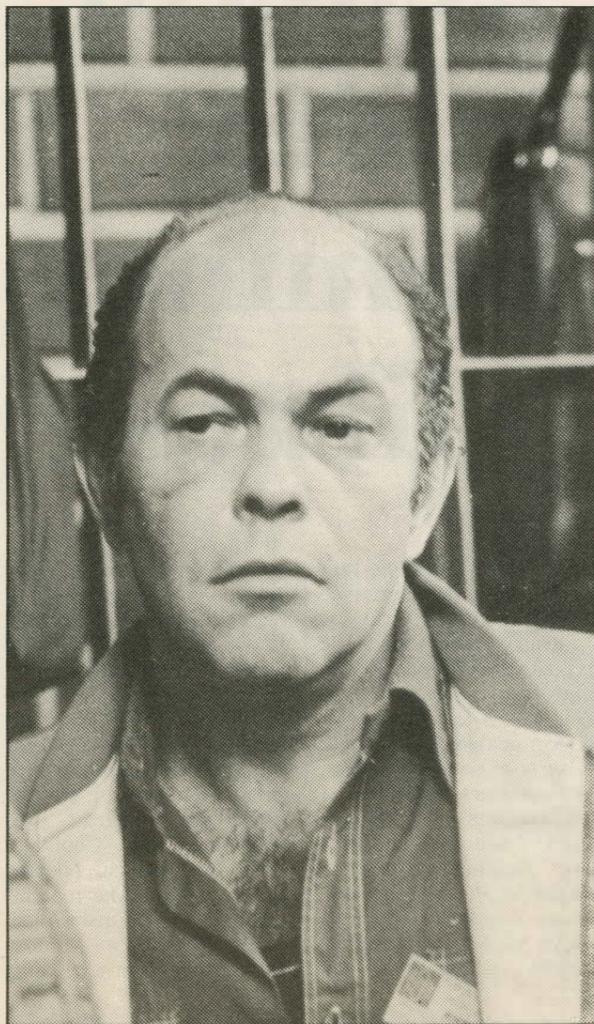
Un acte d'accusation révélateur

Mais ce n'est pas seulement la lourdeur de la peine encourue qui prend valeur d'exemple dans ce procès. La lecture de l'acte d'accusation dévoile la nature anti-ouvrière et dictatoriale du pouvoir de Varsovie. Elle

révèle la faiblesse des racines sociales et la peur de la bureaucratie devant tout discours, toute réflexion, toute activité qu'elle ne parvient pas à contrôler. Ce procès sera donc exemplaire : il s'agit de l'acte désespéré d'une bête traquée et qui se sait condamnée par l'émergence sur la scène centrale de l'activité autonome de la classe ouvrière.

Que leur reproche-t-on en effet ? De s'être fixé pour but un système « fondé sur le large développement d'un mouvement de conseils d'autogestion indépendant du parti et du pouvoir d'Etat. Le mouvement d'auto-organisation de la société au sein des conseils d'autogestion devait — selon eux — toucher en premier lieu les travailleurs de l'Etat, les producteurs agricoles, les étudiants, les travailleurs de la science et de la culture ainsi que les structures territoriales. » C'est cela que l'acte d'accusation nomme « cassure des liens entre travailleurs dans les entreprises et anarchisation de la vie sociale », ainsi que « opposition des intérêts de la classe ouvrière aux intérêts du parti [sic !] et des intérêts de la nation aux intérêts de l'Etat socialiste ». Curieux parti ouvrier, drôle d'Etat socialiste, dont les intérêts sont remis en cause par l'auto-organisation des travailleurs.

Ce crime, ils ont tenté de le réaliser tout particulière-



Kuron

ment en publiant une « Charte des droits ouvriers » dont les signataires ont (nous citons encore l'acte d'accusation) « présenté face au pouvoir d'Etat des revendications concernant les salaires, le temps de travail, les privilèges des travailleurs et ont exigé le respect du droit de grève ». Ainsi, le crime affreux a le mérite d'être appelé par son nom. Comment mieux exprimer ce que ce « pouvoir populaire » peut tolérer ? Le colonel Kubala, procureur militaire, a au moins le mérite de la franchise.

Le procès de la classe ouvrière

Mais non contents de s'être fourvoyés à défendre les revendications des travailleurs, Kuron et ses camarades ont récidivé à l'été 1980. Ils ont « commencé à organiser ou ont poussé à la création de comités de grèves, puis à la formulation des revendications à l'adresse du pouvoir ». Puis ils ont poursuivi leur destin criminel en organisant des rencontres, ont « influencé la conscience sociale, les attitudes et les comportements des gens par des publications et des interviews dans les journaux du KSS-KOR, les éditions syndicales et autres ». Bref, ils ont prononcé les mots tabous : « Le fondement du système de pouvoir devrait être l'autogestion ; il faut en-

treprendre immédiatement la mise en place des conseils d'autogestion — ce sera « la nouvelle organisation de direction de l'économie, puis du pays ». »

Internés le 13 décembre 1981, les accusés ont continué leur activité « essentiellement en élaborant des textes et en les transmettant pour diffusion ». Comment mieux nommer la faiblesse de ce pouvoir, qu'en avouant que des textes élaborés dans les camps d'internement mettaient en danger son existence ?

Comme on le voit, à travers Kuron et ses camarades, c'est le droit d'expression et d'organisation de tous les travailleurs que Jaruzelski met en accusation. Le procureur a en effet choisi, dans l'activité des quatre accusés, ce qui était le plus juste et le plus noble, ce qui servait le mieux la défense des intérêts des travailleurs, faisant volontairement l'impasse sur les erreurs et les fautes — nombreuses — qui ont contribué à la défaite ouvrière de décembre 1981. La bureaucratie a fait le choix de faire un procès à la classe ouvrière dans son ensemble. Gageons que malgré la période estivale, elle saura mobiliser pour défendre ceux qui doivent répondre d'avoir défendu les ouvriers de Pologne. C'est cette mobilisation qu'il faut préparer sans attendre.

Cyril Smulga

MAROC

La répression s'alourdit

Comme leurs homologues tunisiens, les magistrats marocains continuent de présider des farces judiciaires. Les condamnations pleuvent sur les inculpés des émeutes de la faim qui avaient ébranlé le régime d'Hassan II, en janvier de cette année. Plusieurs dizaines de condamnations allant jusqu'à quinze ans d'emprisonnement ont frappé des militants politiques et syndicaux, ou tout simplement des adolescents arrêtés parce qu'ils s'en prenaient aux symbo-

les du pouvoir et de la richesse.

Cent soixante-seize personnes ont comparues devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Tétouan. Parmi elles, deux se sont vues condamnées à la réclusion à perpétuité. Ce sont les peines les plus lourdes qui aient été infligées. Comme en Tunisie, le pouvoir ne s'est pas contenté de réprimer dans le sang la révolte (vingt-neuf morts et cent quatorze blessés selon le bilan officiel). L'ensemble des forces ouvrières et démocratiques doivent se mobiliser pour faire reculer le régime d'Hassan II, comme celui de Bourguiba, pour que tous les inculpés et condamnés des émeutes de la faim soient remis en liberté.

Jean-Jacques Laredo

YOUGOSLAVIE

Nous sommes inquiets des récentes vagues d'arrestations et interpellations déployées notamment contre les cercles intellectuels de Belgrade : la descente de police le 20 avril dernier, dans un appartement où se déroulait une discussion en présence de Milovan Djilas ; l'interpellation de tous les participants à cette réunion de l'« université volante », puis les arrestations de trois d'entre eux alors qu'il ne leur est reproché rien d'autre que leurs idées, sont des mesures d'intimidation bafouant les droits d'information, d'opinion et de débat. Cinq parmi les personnes interpellées ont dénoncé les violences policières qu'elles ont subies au point que l'une d'elles, Jovica Mihajlovic tenta de se suicider et, remise en liberté, a décidé de porter plainte contre son tortionnaire. La mort d'un autre participant à cette réunion, Radimir Radovic, après qu'il ait subi plusieurs interrogatoires, est considérée par son entourage et par de nombreuses personnalités de renom comme suspecte, ainsi qu'elles l'ont déclaré dans une lettre ouverte du 6 mai adressée à Stane Dolend.

Nous nous joignons à leur protestation contre de telles brutalités et demandons que la clarté la plus totale soit faite sur le décès de ce technicien, connu pour être un syndicaliste, défenseur des droits autogestionnaires des travailleurs et de l'égalité socialiste. Nous demandons également la libération immédiate de tous ceux dont le seul acte « subversif » est d'exprimer leurs idées ou d'avoir exigé une enquête sur la mort de Radimir Radovic, notamment de Vladimir Mihailovic, Milan Nikolic et Pavle Imsirovic, dont l'état de santé nous alarme après la grève de la faim qu'ils ont entamé, à Belgrade. Tel est aussi le cas à Sarajevo de V. Seselj, arrêté après la réunion, qui a entrepris

une grève de la faim depuis fin mai.

L'ampleur des discussions publiques qui se sont déroulées en Yougoslavie dernièrement tranche avec le monolithisme qui prévaut dans les autres pays qui se réclament du socialisme. Mais la répression va-t-elle au contraire avoir la logique du honteux procès infligé aux dirigeants du KOR en Pologne ? Qu'y gagnerait le système yougoslave, internationalement et intérieurement ? Nous sommes conscients de la gravité de la crise qu'il traverse actuellement. Mais nous sommes convaincus que les réponses à une telle crise ne seront trouvées que dans la plus grande clarté des choix et le respect des droits reconnus par la Constitution yougoslave, et non dans la répression des idées.

Laurent Schwartz, Hélène Parmelin, Edouard Pignon, Simone de Beauvoir, Jeanne Brunschwig, Alain Krivine, Jean-Marie Vincent, Jacques Vallier, Gilles Perrault, Henri Weber, M^e Claude Katz, Jean Ellenstein, Jean-Pierre Faye.

Cet appel a été transmis à la présidence collégiale de l'Etat yougoslave.

Télégrammes et prises de position doivent être envoyés à l'ambassade de Yougoslavie, 55, avenue de la Faisanderie, 75 007 Paris.

Vient de paraître



Liberté pour Jacky Chalot

Emprisonné le 22 mars dernier, Jacky Chalot, militant syndicaliste français accusé d'avoir tenté d'aider Solidarnosc en Pologne devait être jugé le 27 juin. Le 28, un meeting pour la libération de Jacky et de tous les emprisonnés polonais appartenait à la Mutualité Française à l'initiative de Olivier Roussier, emprisonné en Pologne comme Jacky et récemment libéré. La LCR soutenait ce meeting unitaire. Nous reproduisons ci-dessous un extrait du message de la LCR lors de ce meeting.

« En s'en prenant à Jacky Chalot, à Jacek Kuron et à d'autres, c'est toute la classe ouvrière que Jaruzelski met en accusation, c'est le combat

pour le socialisme, pour la libération du travail, qu'il veut mettre au cachot. Nous sommes tous concernés.

« Camarades, il n'y a qu'une seule manière de répondre à cette provocation : mobiliser, dans l'unité la plus large, tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières, tous ceux qui prennent faits et cause pour la classe ouvrière et pour le socialisme, en défense de Chalot, de Kuron, de tous les prisonniers politiques en Pologne. En un mot, en défense de Solidarnosc.

« C'est une telle mobilisation que nous voulons préparer, avec vous, mais aussi avec tous ceux qui ne sont pas là encore aujourd'hui. »

AUX EDITIONS LA BRECHE

« LA PENSÉE VIVANTE DE SANDINO »

Dix ans après, et pour le cinquantenaire de son assassinat, les éditions La Brèche présentent textes, écrits et correspondances de Sandino, à partir de la première édition faite au Nicaragua en 1981. Sergio Ramirez, appartenant à la junte du gouvernement au Nicaragua, résume la vie et les circonstances de la guerre de libération nationale en introduction. Nous reproduisons ici des extraits de l'introduction à l'édition française de Jean Ziegler.

Le lecteur européen n'imagine que difficilement l'importance historique et l'influence que revêtait en cette sombre année 1974 la parution du livre de Sergio Ramirez pour l'ensemble des hommes et des femmes engagés dans les luttes de libération du Nicaragua, du Guatemala, du Salvador. Pour les nationalistes révolutionnaires d'Amérique centrale, ce livre était une révélation.

En 1974, la pensée de Sandino, son projet théorique, le récit de son expérience révolutionnaire et nationaliste étaient pratiquement inconnus non seulement du peuple du Nicaragua, mais aussi en partie de son avant-garde, les quelques poignées de jeunes combattants paysans, ouvriers, intellectuels qui luttaient dans les montagnes de Nueva Segovia et d'Esteli. Depuis l'assassinat, en 1934, de Sandino par Anastasio Somoza Garcia, appelé le « général de la mort » par un peuple terrorisé, la simple mention du nom de la victime était poursuivie et punie comme un crime. Aucun écrit de Sandino ne circulait. Et comme Somoza, avec l'appui des services nord-américains, entretenait une tyrannie moderne, efficace, aucun livre, aucun texte de Sandino n'était pratiquement édité, distribué ailleurs en Amérique centrale. Quant à l'Europe elle avait depuis longtemps oublié ce héros lointain, un peu mystique, pittoresque avec ses guêtres et son large chapeau de brousse...

Qui est cet homme ? De quelle histoire procède-t-il ? Sandino naît le 18 mai 1895 dans une petite cité rurale du Nicaragua central : Niquinohomo. Sa mère, Margarita Calderón, est une Indienne, journalière agricole qui travaille dans les plantations de café de Don Gregorio Sandino. Mais Don Gregorio, qui fait des enfants à beaucoup d'Indiennes, refuse de reconnaître son fils. Augusto César partage la misère, la quotidienne humiliation de sa mère. La malnutrition, les coups, les guenilles marquent son enfance. Comme pratiquement tous les enfants issus du sous-prolétariat agricole, il connaît, dès l'âge de six ans, les journées de travail de quatorze heures. Dans les champs, il ramasse derrière les adultes les grains de café. A neuf ans, l'enfant est enfermé avec sa mère à la prison de Niquinohomo. In-

capable d'acquitter une dette, la mère connaît le cachot. (...)

Il quitte Niquinohomo, repart au Honduras, puis au Guatemala, enfin au Mexique. Mécanicien, employé à la United Fruit, magasinier, manutentionnaire dans des compagnies pétrolières nord-américaines, il mène la même vie précaire que des dizaines de milliers d'autres travailleurs latino-américains, une vie itinérante. Le Mexique des années vingt est une poudrière extraordinaire : communistes et théosophes, catholiques, francs-maçons, et anarchistes se combattent par la parole et parfois par le pistolet. Les cendres de la révolution ne sont pas encore complètement éteintes. Des braises parfois, se rallument. Elles jettent vers le ciel des lueurs étranges. Sandino se rapproche — par le hasard des rencontres — des francs-maçons d'abord, des théosophes ensuite. Et partout brille le souvenir d'Emiliano Zapata.

1898 : les Etats-Unis s'engagent avec enthousiasme et succès aux côtés des nationalistes dans la guerre contre la couronne d'Espagne aux Caraïbes. Ils passent, sur le continent également, à une politique plus offensive, plus ouvertement impérialiste encore que par le passé (...).

En 1912, les marines nord-américains débarquent, occupant pratiquement tout le Nicaragua « utile ». Sur la côte atlantique, au-delà de la cordillère centrale et des forêts tropicales, la résistance s'organise. José Maria Moncada, jeune militaire issu de l'oligarchie créole traditionnelle, mais lié d'amitié et de sympathie avec les révolutionnaires mexicains (qui, d'ailleurs, l'alimentent en armes, en fonds) constitue un gouvernement indépendant. Moncada arme les paysans. Sandino retourne au Nicaragua en 1926. Il veut rejoindre les insurgés de la côte orientale. (...)

Sandino est indien. Il se veut tel. Il se sent totalement solidaire de sa mère, des souffrances qu'elle a endurées, des humiliations qu'elle a subies. L'oligarchie créole qui commande les troupes « libérales », anti-Diaz, sur la côte atlantique, provoque sa méfiance viscérale. Débarquant sur la côte pacifique, le jeune Sandino — il a maintenant trente et un ans — se fixe sur les chaînes montagneuses de la province de Nueva Segovia,

Le général des hommes libres

dans le nord du pays, tout proche de la frontière avec le Honduras. (...)

Plusieurs des actions de la petite troupe de guérilla sont des échecs. Mais l'écho, dans les campagnes, est formidable : de partout, les serfs et sous-prolétaires, les journaliers misérables et demi-esclaves — Indiens, Noirs, métis — affluent vers Sandino. Moncada, installé à Puerto Cabezas, nomme Sandino — qu'il n'a jamais vu — « général » de l'armée « libérale ». Peu

après, Sandino, conduit par des Indiens Misquitos, traverse la cordillère, descend en pirogue le rio Coco et arrive à Puerto Cabezas. Il y trouve Moncada et les chefs « libéraux ». Rencontre décisive. Voici l'arrière-fond politique qui détermine cette rencontre : Stimson, envoyé spécial du nouveau président américain Coolidge, vient de passer au Nicaragua (mai 1927). Le marché proposé par Stimson aux forces « libérales » : Moncada accepte l'armistice avec

Diaz, la présence des marines au Nicaragua et s'engage à respecter les intérêts, les biens et les personnes américains dans le pays, en échange de quoi Moncada sera le candidat de Washington aux prochaines élections présidentielles à Managua.

Augusto César Sandino, lui, refuse la soumission. A la réunion, Moncada lui tend à travers la table l'accord d'armistice et une plume. Sandino se tait, tourne le dos et s'en va dans la nuit. Mejia Godoy, un des plus puissants poètes et compositeurs du Nicaragua contemporain, résume dans une chanson cet instant : « este silencio tambien es un grito » — « ce silence aussi est un cri ». Le cri de la révolte, de la guerre de libération qui commence. (...)

Dès sa mort dans la nuit du 21 au 22 février 1934, c'est l'oubli, le silence presque total. Dans les années 1970, c'est la résurrection et maintenant c'est la vénéra-

tion, l'admiration aveugle qui rendent opaque, inconnaissable la vie réellement vécue de cet homme remarquable. (...)

Admiration et reconnaissance — voici les sentiments que Sandino inspire à tout révolutionnaire, à tout homme pensant, informé de son œuvre. Mais oserai-je l'affirmer ? *Je suis heureux que les libérateurs du 19 juillet 1979 n'aient pas suivi l'exemple de Sandino jusqu'au bout* : la victoire sur Somoza Debayle (fils du général de la mort) acquise, ils n'ont pas déposé les armes, ont refusé d'abdiquer le pouvoir, ne se sont pas dispersés dans des coopératives. Et aujourd'hui en ce printemps sanglant 1984, ils sont de nouveau en guerre contre l'ennemi ancestral des peuples centre-américains. Une lutte qui incarne l'espérance et la dignité de tous les hommes et qui requiert notre totale et inconditionnelle solidarité.

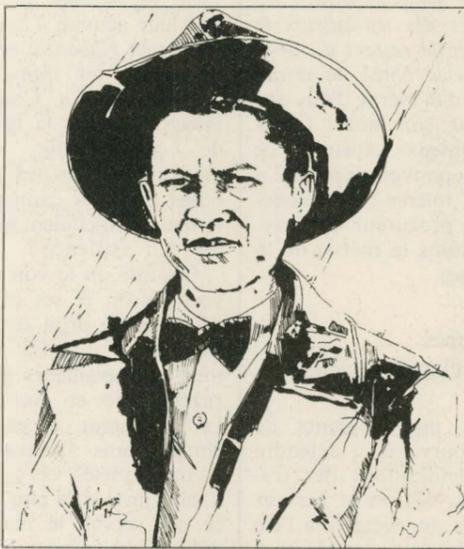
Jean Ziegler



L'attaché culturel de l'ambassade du Nicaragua à Paris en compagnie des traducteurs à la présentation du livre à la presse.

La pensée vivante de sandino

Lettres, textes et correspondances



Présentation de Jean ZIEGLER
Introduction de Sergio RAMIREZ

LA BRECHE

La pensée vivante de Sandino, aux éditions La Brèche, 95 francs, 410 pages. Ce livre peut être commandé aux éditions La Brèche, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil, ou directement : Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75 011 Paris.

Souscription

Reçu directement

Paris 14^e, François 1 000
Pour la LCR
dans le Gers 100
Paris 9^e, Jacky 200
Thizy, Jean-Pierre 16
Reims, Michel 200
Breuillet, Renaud 150
Villeneuve d'Ascq 250
Sarcelles, Véronique
contre la bêtise
raciste et sexiste 300
Macon, Jean-Paul 100
Paris, Marguerite 200
Rennes, Serge 500
Total 3 016

Collecté par les cellules de la LCR

Fédé Paris 1 440
Pour que ça aille
mieux à Caen ! 100
PTT
Issy-les-Moulineaux 100
ANPE
Issy-les-Moulineaux 50
Reims, Jean-François 50
Christine 10
Limoges 240
Fanny, Damien 50
Eugénie 50
Rouen, SNCF 200
Pompin 100
Barentin 300
Bourges,
Martine, Chantal 200
Fédé 93 360
Quimper
CAT 10
Militant PS 10
Cheminots 30
Section 350
Fédé 94
Instits 300
H.P. 240

Fédé 93 4 450
Fédé Paris 620
Nanterre 50
Montbéliard
Sympathisant,
Mulhouse 200
Ouvrier Peugeot
Mulhouse 100
Militant Belfort 160
Fédé 91
Cellule CEV Brétigny 501,50
Cellule EN 140
Cellule SNECMA
Corbeil 511,50
Cellule SFIM 450
Cellule CEA 50
Cellule Renault-Flins 27,50
Fédé Paris 3 247,75
Rochounet 200
Nîmes 810
Rennes 250
Elbeuf
Copain sénégalais 35
Patrick 50
Jacques 50
Chambéry, divers 100
M., Alstom 20
Bourg-en-Bresse 440
Fédé 91 5 000
Fédé Paris 10 000
Beauvais,
Roland et Monique 500
Pau 70
Menton 120
Chalon, Macon 120
Tours
Hospitaliers 130
Imprimeurs 210
Enseignants 43,50
Etudiants 50
Fédé 93 150
Saint-Brieuc 150
Saint-Lo 150
Gennevilliers 1 390
Fédé Paris 825
Brest 470
36 754,25

Ancien total 358 672

Nouveau total 398 442

Maspero, le chat

Ce n'est pas en vente à la librairie la Joie de lire, mais c'est écrit par François Maspero : le *Sourire du chat*.

Écrit après, bien après, que soit né, ait vécu et ait déperé un oasis idéal pour la pensée révolutionnaire internationale se ressaisissant : la « Joie de lire ».

Babylone et sa bibliothèque pour nous qui, quelques-uns, sentions que quelque part ça bougeait, que le temps reprenait sa vitesse de combat, qu'il n'était plus minuit dans le siècle et qui, pour déchiffrer ce grondement sourd, cahotique, al-

lions chez Maspero, pour lire autre chose, pour lire ce monde, pour lire dans cet antre où tous ces textes-renouveau venaient s'entasser, ces livres-grenades mitraillant nos esprits des quatre coins du globe.

Vint, ici, 68, la fusion enfin réalisée... Et puis après. Après subissant, entre autres, la lâcheté de la lumpen-intelligentsia — de la révolte aux ablutions —, dix fois chez lui des bou-

quins fauchant et une seule fois chez Fauchon, la « Joie de lire » continua d'être cet inestimable rendez-vous de renaissance universelle. Restaient aussi les revues *Partisans* et *Tricontinentale*.

Aujourd'hui, elle n'est plus et Maspero, qui dirige *l'Alternative*, écrit un livre. Roman ? Autobiographie ? Tout personnage et tout événement sont à la fois totalement faux et totalement vrais, informe-t-il.

La guerre, le nazisme, son père, la déportation, son frère résistant à dix-huit ans, la mort. Pas beaucoup de temps pour l'apprendre, un instant, quelques secondes pour l'entendre. La vie entière ensuite pour com-

prendre l'absence, pour y penser et essayer de comprendre.

Internationaliste, comme on en fit peu, Maspero nous dit là ses racines, ses attaches, ses ruptures et ses brisures. A treize ans, il part à la recherche de son frère sur

le front d'Alsace, il n'y arrivera pas et il écrit de lui : « Il a raté, il a fait ce qu'il a pu. Tout ce qu'il a pu. Et c'est lui qui a décidé de le faire, personne d'autre n'a décidé pour lui. » Roman, autobiographie de la période de guerre. Quarante ans après, le Chat-Maspero a

fait tout ce qu'il a pu. Merci.

Un sourire à faire pâlir tous les possédants, un sourire de combattant.

Alexis Violet

● **François Maspero** : *le Sourire du chat*. Editions du Seuil. 89 F. 315 pages.

Breytenbach, nègre albinos

Breyten Breytenbach est un Blanc sud-africain, poète et peintre. Il vit en France depuis les années soixante. En 1962, il épouse une Vietnamiennne, ce qui aggrave son cas et lui vaut d'être interdit de séjour dans son pays. Il sera autorisé à y séjourner trois mois en 1973. Il est arrêté lors d'un voyage clandestin en 1975, condamné à neuf ans de prison pour raisons politiques. Il sera libéré sept ans après en 1982.

C'est en prison qu'il écrira *Mouiroir*, recueil de nouvelles, et en partie *Confession véridique d'un terroriste albinos*, récit au jour le jour d'un voyage dans cette machine à broyer les êtres qu'est le système carcéral sud-africain. Le livre adressé à monsieur l'Interrogateur : « Celui qui voulait connaître les complots, l'histoire et les rêves que je transportais avec moi pour dévaliser et réduire en cendres tout cet entrepôt de rêves, d'imagination et d'espoir... » Au cœur du système carcéral sud-africain, il y a la négation de l'humanité, de l'autre, miroir de la société d'apartheid.

Mouiroir, écrit pendant la

période qui vit le massacre de près d'un millier d'adolescents de quatorze à dix-huit ans, à Soweto, n'est pas seulement un chant de mort comme l'écrit Breytenbach. C'est un perpétuel rêve-poème articulé autour d'une nouvelle — *Double Mort d'un criminel ordinaire* — où l'auteur dissèque l'ordonnement et le rituel de la pendaison dans sa prison.

Après sa libération, il écrira : « Je crois savoir maintenant ce qu'un extra-terrestre ressentirait s'il se posait ici. » On a bien l'impression, en lisant *Mouiroir*, d'évoluer dans un univers de science-fiction : après la grande catastrophe à la lisière de la grande frontière, de

l'autre côté du désert, où des siècles après l'explosion, on monte inlassablement la garde au cas où l'un des autres, l'un des contaminés, apparaîtrait.

Deux livres passionnants du bout de notre monde, pour dire que cela existe. De l'autre côté de la frontière, dernière citadelle des siècles écoulés, l'homme originel est réduit à l'état de bestiau, quatre millions et demi de Blancs assignent à résidence surveillée perpétuelle vingt-cinq millions de Noirs, l'apartheid est la loi suprême, y compris dans l'univers carcéral lui-même... J'arrête, il y a cinquante mots, c'est le maximum autorisé pour la lettre mensuelle, la seule, du prisonnier.

— Tant vient chanson, douce lueur à la lisière de ma douleur —, j'ai lu les ténèbres.

Alexis Violet

● **Breyten Breytenbach**, *Mouiroir*, 321 pages, 79 F. *Confession véridique d'un terroriste albinos*, 354 pages, 89 F. Aux éditions Stock.



sur le petit écran

● **Samedi** 20 h 30 (TF1), « Droit de réponse » consacré à la littérature érotique.

● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *un Papillon sur l'épaule*, film de Jacques Deray avec Lino Ventura. Très subtile adaptation de l'un des plus

beaux romans noirs américains de l'après-guerre (*le Puits de velours* de John Gearon paru dans la célèbre Série blème). A voir, avant de lire (obligatoirement), le livre réédité en Série noire. 22 h 30 (FR3), *Cécile est morte* de Maurice Tourneur.

L'une des meilleures adaptations d'un Maigret de Simonon.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *le Rouge est mis*, film de Gilles Grangier qui n'a strictement rien à voir avec votre hebdo préféré.

● **Mardi** 20 h 35 (FR3), *la Cible étoilée* de J. Hough (fais-moi peur), avec J. Casavetes, S. Loren, G. Kennedy et M. Von Sydow. Qui a piqué l'or du III^e Reich ? Patton envoie un limier enquêter. Très bon suspens à mi-chemin entre le film de guerre et d'espionnage et le polar...

20 h 40 (A2), *Asphalte* de Denis Amar avec Jean Yanne illustrera des « Dossiers

de l'écran » consacrés aux accidents de la route. Pourquoi A. Jammot n'a-t-il pas choisi *Week-end* de J.-L. Godard pour illustrer son débat ?

22 h 30 (TF1), *le Tambour* de Volker Schlöndorff. Il était difficile d'adapter un livre aussi fort, aussi important que cette œuvre maîtresse de Günter Grass, d'autant plus que Schlöndorff s'est sagement cantonné à la première moitié du livre, en faisant terminer son film vers 1945. Tel qu'il est, et même s'il a pu souffrir la comparaison en partageant la palme d'or de Cannes 1979 avec *Apocalypse Now*, le chef-d'œuvre de

Coppola, *le Tambour* n'en constitue pas moins un excellent travail, et toute la première partie, menée sur un rythme fantastique et avec une ironie foudroyante, laisse entrevoir le chef-d'œuvre qu'a failli être cet excellent film. A voir, bien sûr !

● **Mercredi** 21 h 50 (FR3), *Retour à Marseille* de René Allio avec Raf Vallone. Un prétexte de fait divers pour le plus brechtien de nos cinéastes et, en final, un film très personnel et attachant malgré certaines faiblesses d'intrigue.

● **Vendredi** 23 h (A2), *un Homme nommé cheval*, d'Elia Silverstein avec Richard

Harris. « A la fois raté, excitant, irritant et nostalgique, ce film vaut largement le détour », écrivait Paul-Louis Thirard dans un numéro de 1971 de *Positif*. Cette accumulation d'apparentes contradictions me paraît résumer à merveille ce film, dont on peut juste regretter qu'il n'ait pas été traité par un autre metteur en scène (Huston par exemple). Ceci dit, pour une fois que C.-J. Philippe choisit un western (le premier depuis *l'Homme de l'Ouest*!), j'aurais bien tort de me plaindre (surtout au vu des autres films qu'il a choisis pour ses ciné-clubs de l'été).

Michel Laszlo

INTERVIEW DE KIM ARDAC, DOCKER DANOIS

«Nous nous battions pour la classe ouvrière du pays»

Nous publions l'interview de Kim Ardal, militant du SAP (Parti socialiste des travailleurs, section danoise de la IV^e Internationale), qui a participé à la grève des dockers il y a un an et demi. Cette grève, malgré son échec, a marqué les luttes sociales au Danemark.

● A l'origine de la grève que vous avez menée, il y a le changement de gouvernement en 1982.

De la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1982, le Danemark a connu des gouvernements social-démocrates. A la fin de l'année 1982, les conservateurs sont arrivés au pouvoir, alors que la crise économique battait son plein avec toutes ses conséquences. Ils ont aussitôt voulu attaquer nos acquis. La durée de notre semaine

Nous savions qu'il fallait développer le mouvement à la base.

de travail dépend du nombre de bateaux au port. Souvent nous n'avons que vingt à trente heures de travail. Nous disposions jusque-là d'une allocation versée par l'Etat pour compléter notre salaire pour l'équivalent de quarante heures hebdomadaires. C'est cette allocation que le gouvernement conservateur a supprimé, entraînant pour nous une perte annuelle de huit à douze mille francs.

● Comment s'est développé le mouvement ?

Les dockers sont affiliés à un syndicat de la confédération unique LO qui regroupe des travailleurs non qualifiés comme les chauffeurs de bus, etc. C'est d'ailleurs le plus gros syndicat avec ses trois cent vingt mille membres. Cependant, nous savions que nous ne pouvions simplement nous reposer sur lui pour notre mouvement et qu'il nous fallait le développer à la base.

A la mi-décembre 1982, la grève est partie dans quelques ports et a touché en moins d'une semaine trente ports. Les familles de dockers ont pris une part importante dans la lutte. Elles ont démontré que le combat contre le capitalisme est leur combat. Nous avons mis sur pied des activités culturelles avec aussi bien des chorales ouvrières que des groupes de rock. Mais l'une des grandes leçons a été la démocratie dans le mouvement. Dans chaque port se tenait une assemblée quotidienne des

grévistes et chaque semaine avait lieu une coordination nationale des délégués. Chaque port, quelle que soit sa taille, était représenté par un délégué. La participation des petits ports n'est pas moins importante que celle des gros. Nous l'avons apprise un an et demi avant cette grève lorsque la grève des principaux ports a été brisée car le trafic se poursuivait dans les petits ports.

Nous avons eu à nous battre contre la police qui a été particulièrement brutale mais aussi contre les jaunes qui nous provoquaient. Au début dans cette grève il ne s'agissait pour les trois mille dockers que de combattre une attaque contre un acquis. Petit à petit nous avons tous pris conscience que nous nous battions pour toute la classe ouvrière du pays et qu'une victoire ne serait possible qu'en impliquant dans la lutte tous les travailleurs attaqués par le gouvernement conservateur. C'est très important car cela a permis à beaucoup de comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une lutte catégorielle mais bien d'une lutte de classe.

● Quelle solidarité avez-vous reçue nationalement et au plan international ?

Nous avons essayé d'organiser la lutte à l'échelle nationale mais cela n'a pas réussi partout. Nous avons reçu des marques de solidarité, notamment financière, mais les autres secteurs ne sont pas entrés

L'une des grandes leçons a été la démocratie dans le mouvement.

dans la lutte. La solidarité internationale a également été importante à nos yeux. Tu comprends, nous ne travaillons pas dans une usine. Nous travaillons avec des bateaux qui vont d'un endroit à l'autre, d'un pays à l'autre. La Fédération internationale des transports n'a pas été d'un grand secours quand il s'est agi de passer aux actes. Nous avons donc développé les contacts directs avec la base des syndicats des autres pays. Notre participation à six congrès interna-



Kim Ardal, à droite sur la photo, au rassemblement contre l'austérité, au Bourget, le 27 mai.

tionaux nous a servi dans nos contacts lors de la grève. Les dockers suédois nous ont particulièrement aidé et peu de bateaux danois ont échappé à leur boycottage. La LCR nous a adressé un message de soutien.

Malgré tout cela, nous avons dû reprendre le travail au bout de dix semaines sans avoir obtenu satisfac-

Nous ne travaillons pas dans une usine mais avec des bateaux qui vont d'un pays à l'autre.

tion. Le gouvernement conservateur a voulu nous punir après la reprise du travail. Un dirigeant de la grève a été détenu durant cent soixante-dix jours sous une fausse accusation d'incendie criminel. Nous avons engagé la bataille pour sa libération et ça n'a pas été un mince succès d'y parvenir alors que la grève elle-même avait échoué.

● Quelles leçons avez-vous tiré de ces dix semaines ?

Les lois anti-ouvrières ont certes été maintenues mais nous avons beaucoup appris dans cette grève, tant sur la démocratie que sur la nécessité de l'unité ouvrière. Parler de cette grève n'a rien de dépassé. La grève qu'a connu

Il ne s'agissait pas d'une lutte catégorielle mais bien d'une lutte de classes.

le Danemark au cours des trois premières semaines de mai 1984 est là pour en témoigner. La confédération LO regroupe 90 % des travailleurs. Sept conducteurs de bus ont voulu créer un autre syndicat jaune. La riposte a été immédiate. Pour défendre le syndicat et toute la confédération, les autres chauffeurs de bus, les éboueurs, les travailleurs de l'alimentation, des hôpitaux, se sont mis en grève. Les conducteurs de camions-citernes ont privé Copenhague d'essence. Les employés des ferries-boats ont isolé les principales îles du pays. L'ensemble des transports ont ainsi été paralysés. La mobilisation a été telle que les sept chauffeurs ont été licenciés. Malgré l'échec de notre revendication, notre grève a permis à la classe ouvrière danoise de comprendre que seule l'unité des travailleurs permet de remporter des victoires.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo